



OXFAM

**STRATÉGIE D'OXFAM EN AFRIQUE
2025 - 2030**

UNE AFRIQUE SANS INÉGALITÉS

**ANCRÉE DANS LE
PRINCIPE UBUNTU ('JE
SUIS PARCE QUE NOUS
SOMMES')**



Crédit : Eyeris Communications/Oxfam

TABLES DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Résumé	5
1.0 Introduction	6
2.0 Qui sommes-nous et que sommes-nous appelé·es à devenir ?	8
3.0 Afrique – État des lieux de notre continent	10
3.1 Une croissance économique qui laisse la population pour compte	12
3.2 Gouvernance en Afrique – Des tendances inquiétantes	14
Agenda 2063 de l'Union africaine – De l'espoir pour l'Afrique	
Démocratie et espace civique – Des revers fâcheux	
Migration – Un cocktail de pression et d'opportunités	
Droits numériques	
Les services publics au centre des inégalités .	
3.3 Des vulnérabilités et des conflits qui sapent les progrès	17
Conflits	
Vulnérabilité climatique	
Des investissements insuffisants dans l'agriculture	
3.4 Des progrès bloqués par les violations des droits des femmes et les injustices de genre ...	19
4.0 Le pouvoir au service du changement (analyse du pouvoir)	20
Des acteurs internationaux	
Des économies justes	
Une gouvernance redevable et inclusive	
Justice climatique	
Justice de genre	
Action humanitaire	
5.0 Objectifs d'Oxfam en Afrique	25
Notre vision	
Notre mission	
Nos valeurs	
Notre but	
Notre approche	
6.0 Comment le changement se produira (notre théorie du changement)	28
7.0 Nos actions à venir (nos cinq piliers)	30
7.1 Des économies justes	32
Domaines prioritaires	
À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?	

7.2 Gouvernance redevable et inclusive	35
Domaines prioritaires	
À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?	
7.3 Justice climatique	39
Domaines prioritaires	
À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?	
7.4 Justice de genre	43
Domaines prioritaires	
À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?	
7.5 Action humanitaire	46
Domaines prioritaires	
À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?	
7.6 Perspectives transversales	50
Décolonisation	
Approche féministe	
Respect des droits numériques	
Le pouvoir de l'humain	
Penser et agir localement et globalement	
Approche systémique	
Mise en œuvre de la stratégie	
8.0 Implications de cette stratégie pour Oxfam en Afrique	53
Réformer nos méthodes de travail	
Systèmes et processus	
Personnel d'Oxfam	
Collecte de fonds	
Stratégie de campagne	
9.0 Gestion des risques	56
Conclusion	58
Notes	60

AVANT-PROPOS

C'est avec un profond sens des responsabilités que nous présentons la vision stratégique d'Oxfam en Afrique pour 2025-2030, intitulée 'Une Afrique sans inégalités'. Élaborée collectivement et fermement enracinée dans le principe *Ubuntu* ('Je suis parce que nous sommes'), cette stratégie est un engagement radical à s'attaquer aux causes profondes des inégalités sur le continent.

Malgré son potentiel et la vitalité de sa jeunesse, notre continent est confronté à de nombreux obstacles : phénomènes météorologiques extrêmes, marginalisation des femmes et des jeunes, inégalités persistantes et gouvernance inadéquate. Tous ces défis sont en outre aggravés par l'héritage historique et par les dynamiques contemporaines. Le fait que les six milliardaires africains les plus riches aient une fortune supérieure à celle de la moitié de la population du continent¹ souligne à quel point notre mission est urgente.

Au moment de la publication de cette stratégie, le monde et le continent se trouvent à un moment charnière qui présente d'innombrables opportunités et défis. Oxfam en Afrique s'engage à remplir son rôle légitime en apportant des changements transformateurs au cours de ces années charnières. Nous continuons à remettre en question les rapports de force, à promouvoir des économies justes, à appeler à une gouvernance redevable et inclusive, à défendre la justice de genre et la justice climatique, et à travailler avec des partenaires pour mener une action humanitaire efficace et localisée. Notre approche est conforme au cadre stratégique mondial d'Oxfam 2020-2030 et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui promeuvent le progrès social, l'inclusion et la durabilité pour accompagner le développement du continent.

Comme l'a écrit le philosophe politique afro-caribéen Franz Fanon : 'Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir'². Notre stratégie vise à identifier et relever les défis auxquels nous sommes confrontés et à agir en tant que groupe tout en veillant à ce que le personnel d'Oxfam en Afrique, nos partenaires, nos alliés et la confédération Oxfam utilisent leurs capacités pour déployer des solutions transformatrices.

Notre approche globale appelle un changement systémique. À ce titre, elle nous invite à plaider en faveur de régimes fiscaux équitables, à soutenir la justice en matière de ressources naturelles, à défendre les espaces civiques, à promouvoir l'égalité de genre et à combler les lacunes en matière de connaissances sur le changement climatique. C'est ainsi que nous allons appliquer le principe *Ubuntu*, en cultivant l'effort collectif.

Nous insistons sur le caractère radical de notre stratégie, un terme qui vient du latin 'radix' ou 'racine'. Faire preuve de radicalité, c'est aller au-delà du traitement des symptômes en s'attaquant au cœur (ou à la racine) du problème plutôt qu'à ses seules manifestations. Aucune solution superficielle ne saurait répondre aux défis auxquels la population africaine est confrontée. Pour un continent en proie à la fois à l'héritage de l'exploitation historique et à la dynamique actuelle génératrice d'inégalités, il nous faut trouver des solutions qui lèvent les obstacles au progrès. Cette approche radicale est essentielle pour instaurer un changement juste et durable, mais aussi pour remodeler les structures sociales et économiques afin de prévenir de telles injustices à l'avenir. Il s'agit à mon sens du seul moyen de garantir une prospérité partagée et un développement équitable en Afrique.

En nous engageant dans ce processus, nous nous investissons pleinement pour contribuer à faire de l'Afrique un continent juste et équitable. Cette stratégie incarne notre dévouement. Elle est le cadre commun qui oriente notre démarche collective vers un continent où les inégalités appartiennent au passé. Unissons-nous pour assumer notre part de cette tâche monumentale, car nos actions collectives ont le potentiel de contribuer à un avenir à égalité pour tou-te-s. J'ai l'espoir que nous saurons relever les défis qui nous attendent.

Fati N'Zi-Hassane

Directrice, Oxfam en Afrique

RÉSUMÉ

La stratégie d'Oxfam en Afrique (OiA) est ancrée dans la collaboration entre toutes les parties prenantes sur le continent, facilitée par la plateforme One Africa. Pourtant forte d'un potentiel considérable et d'une population jeune, l'Afrique est confrontée à des défis persistants : inégalités, marginalisation de la jeunesse et marginalisation fondée sur le genre, changement climatique et faiblesse de la gouvernance. Ces défis sont exacerbés par un lourd héritage historique et des influences extérieures.

La croissance économique en Afrique est inégale. L'agriculture y joue un rôle central malgré les vulnérabilités au changement climatique et à la commercialisation. Le fardeau croissant de la dette intensifie les difficultés économiques, ce qui appelle des solutions durables. Les injustices de genre restent omniprésentes, enracinées dans des structures patriarcales et des modèles économiques néolibéraux. Malgré les cadres juridiques, les violences basées sur le genre persistent, entravant l'égalité des droits des femmes et le progrès socio-économique. Et malgré la croissance économique, l'Afrique reste la deuxième région la plus inégalitaire du monde et présente des taux de pauvreté et de vulnérabilité importants.

Relever ces défis exige un changement transformateur au niveau des rapports de force. OiA s'engage à mener les efforts pour lutter contre les inégalités, promouvoir une croissance inclusive et autonomiser les communautés africaines afin de bâtir un avenir prospère et équitable. L'Agenda 2063 de l'Union africaine sert de feuille de route pour la transformation du continent, il met l'accent sur le développement inclusif et durable. OiA collaborera avec ses partenaires pour promouvoir le multilatéralisme et instaurer et renforcer la démocratie constitutionnelle, la protection des droits économiques, la dignité des femmes et des filles, la résilience climatique et la résolution des conflits d'ici 2030.

OiA est attachée au principe *Ubuntu* ('Je suis parce que nous sommes') et encourage la collaboration entre diverses parties prenantes, notamment les bureaux pays, les clusters régionaux et les affiliés africains. La pandémie de COVID-19 et la transformation numérique ont incité Oxfam en Afrique à repenser les limites traditionnelles et à adopter des approches innovantes. Le plan stratégique d'OiA définit une vision audacieuse pour lutter contre les inégalités et promouvoir la justice sur l'ensemble du continent au cours des six prochaines années. En mettant l'accent sur les partenariats collaboratifs et le changement systémique, nous aspirons à aborder les piliers clés que sont des économies justes, la gouvernance redevable et inclusive, la justice climatique, la justice de genre et l'action humanitaire, à adopter les perspectives transversales de la décolonisation, du féminisme, des droits numériques et des rapports de force, tout en garantissant des partenariats équitables, en contestant les structures patriarcales, en plaidant pour l'accès numérique et en autonomisant les communautés marginalisées.

Concernant le pilier des économies justes, nous plaiderons en faveur de régimes fiscaux équitables, de la souveraineté alimentaire et de la justice en matière de ressources naturelles, en cherchant à réduire le fardeau de la dette et à instaurer des chaînes de valeur agricoles inclusives et un partage équitable des revenus. Les efforts pour une gouvernance redevable et inclusive se concentreront sur la défense des espaces civiques, la promotion des services publics et l'autonomisation des mouvements sociaux et de jeunes pour une plus grande transparence et un engagement citoyen. Concernant le pilier de la justice climatique, OiA s'évertue à combler les lacunes en matière de connaissances, à influencer les changements politiques, à favoriser la résilience locale et à plaider en faveur de l'équité et du financement climatique. Les initiatives prises dans le cadre du pilier de la justice de genre accordent la priorité à la lutte contre les violences basées sur le genre et à la promotion du leadership féministe, de la justice économique et de la santé et des droits sexuels et reproductifs. L'action humanitaire adopte une approche en triple nexus combinant les piliers de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix tout en mettant l'accent sur l'efficacité de la réponse et de la préparation, et en liant les interventions à court terme à l'impact sur le long terme.

Le succès à l'horizon 2030 est envisagé en termes d'indicateurs concrets comme la réforme fiscale internationale, la réduction du fardeau de la dette, l'augmentation des investissements dans les services publics, les changements d'orientation politique en matière de justice climatique, les progrès en matière d'égalité de genre et l'action humanitaire transformatrice. Ces objectifs exigent un changement systémique, des partenariats inclusifs et un engagement à contester les structures de pouvoir profondément ancrées. La mise en œuvre de cette stratégie et la réalisation de ses objectifs ambitieux nécessiteront des changements et des ajustements organisationnels, ils s'appuieront sur le travail existant tout en amplifiant, rationalisant et consolidant les efforts dans tous les domaines d'intervention. Oxfam en Afrique se positionne en tant qu'acteur de premier plan pour la justice et l'égalité, en soutenant un changement durable et l'autonomisation sur l'ensemble du continent.



1.0

INTRODUCTION



La stratégie d'Oxfam en Afrique (OiA) implique une collaboration entre toutes les parties prenantes d'Oxfam sur le continent, facilitée par la plateforme One Africa. L'efficacité d'OiA dans la mise en œuvre de cette stratégie repose sur notre approche diversifiée qui tire parti des forces et des avantages de diverses entités à travers l'Afrique afin d'optimiser l'impact. Bien qu'il s'agisse du deuxième plus grand continent du monde en termes de superficie et de population, le potentiel de l'Afrique reste largement inexploité. 40 % d'Africains et d'Africaines ont moins de 15 ans³, ce qui en fait également le continent avec la population la plus jeune du monde. Néanmoins, malgré ce potentiel considérable, l'Afrique abrite toujours une grande proportion de personnes parmi les plus pauvres de la planète.

Malgré deux décennies de croissance économique, la problématique des inégalités demeure sans réponse, sachant que 'les six milliardaires africains les plus riches ont désormais une fortune supérieure à celle des 50 % les plus pauvres de toute la population africaine'⁴. Les progrès de l'Afrique dépendent de sa capacité à surmonter les divers obstacles à son développement, notamment l'instabilité politique, l'endettement croissant, la marginalisation des femmes et des jeunes, le changement climatique, les défis et les coûts liés à la transition énergétique, les inégalités croissantes et la faiblesse de la gouvernance.

Une Afrique affranchie des inégalités est toutefois réalisable, moyennant un choix délibéré. L'Union africaine (UA) présente son Agenda 2063 comme une feuille de route pour transformer l'Afrique en une puissance mondiale. L'Agenda 2063 sert de cadre stratégique pour le continent. Il vise à réaliser un développement inclusif et durable, ainsi que l'unité et le bien-être. Il incarne la vision panafricaine d' 'un continent de citoyens libres et d'horizons élargis, où les femmes et les jeunes [...] réalisent tout leur potentiel, libérés de la peur, de la maladie et du besoin'⁵. La réalisation du changement en Afrique repose sur la mise en place d'une gouvernance redevable et inclusive, d'une croissance intelligente face au climat, d'une stabilité politique et sociale, et sur la garantie de la liberté et de la dignité des femmes et des filles. Convaincue que les peuples africains sont les grands acteurs du changement, OiA s'engage à soutenir leurs efforts et à fournir des plateformes pour relayer leurs voix à l'échelle mondiale.

Grâce à cette stratégie, OiA s'engage à collaborer avec ses partenaires et à respecter ses engagements en faveur d'une gouvernance redevable, de la justice économique, de la justice raciale, de la justice de genre, de la justice climatique et de la décolonisation, ouvrant ainsi la voie en Afrique. En collaboration avec nos partenaires et les peuples d'Afrique, OiA s'engage d'ici 2030 à :

Promouvoir et soutenir le multilatéralisme et la démocratie constitutionnelle en Afrique ;

- Protéger les droits des citoyen·nes, y compris les droits économiques et les obligations pour les institutions et les instances publiques de rendre des comptes ;
- Garantir la dignité des femmes et des filles ;
- Combattre et atténuer les risques climatiques auxquels l'Afrique est confrontée ;
- Adopter une approche des crises, de la sensibilité aux conflits et de la résolution des conflits qui s'attaque aux causes profondes et donne aux personnes et aux communautés touchées les moyens de se relever.



2.0

**QUI SOMMES-NOUS
ET QUE SOMMES-
NOUS APPELÉ-ES À
DEVENIR ?**



Oxfam en Afrique adopte le principe africain *Ubuntu* ('Je suis parce que nous sommes') avec enthousiasme et détermination. Ce principe met l'accent sur la communauté plutôt que sur les perspectives individuelles et accorde la même priorité au bien-être des générations futures et à celui des citoyen·nes d'aujourd'hui. Convaincu·es que l'action collective a un impact plus fort et plus significatif, nous sommes parfaitement en phase avec l'approche d'OiA.

Sont concernées toutes les parties prenantes d'Oxfam sur le continent, notamment les bureaux pays sous diverses formes, les clusters régionaux (Afrique australe et Afrique du Nord)⁶, le Bureau de liaison d'Addis Abeba avec l'Union africaine, ainsi que les affiliés (Oxfam Afrique du Sud) et les candidats à l'affiliation en Afrique⁷. La plateforme One Africa fait office de structure régionale en matière de gestion et de coordination, soutenant la collaboration entre ces entités et s'alignant sur les opérations d'Oxfam en Afrique.

En s'engageant plus étroitement et de manière plus résolue avec un large éventail de partenaires, OiA aspire à renforcer sa légitimité, sa crédibilité et sa fiabilité en tant que partenaire et allié. Nous nous engageons à intégrer les principes féministes dans notre approche et à décoloniser nos pratiques et nos méthodes de travail.

Les défis posés par la pandémie de COVID-19 nous ont incité·es à repenser et à créer conjointement au-delà des frontières géopolitiques et linguistiques traditionnelles. La révolution de la transformation numérique offre également des opportunités d'innovation. Alignée sur l'ambitieux cadre stratégique mondial d'Oxfam et sur les décisions d'Oxfam à l'horizon 2030, OiA est à même de formuler des propositions audacieuses sur notre mode opératoire au niveau des pays. Le moment est venu pour Oxfam d'honorer ses engagements en faveur de la justice raciale, de la justice de genre, de la justice économique, de la gouvernance redevable et inclusive, de la justice climatique et de la décolonisation, en montrant la voie en Afrique. Nous sommes et resterons parfaitement conscient·es de la nécessité de déconstruire et de remettre en cause les attitudes et les pratiques coloniales et patriarcales, tant dans notre organisation et notre travail avec les autres que dans nos actions.

Il est impératif d'organiser le travail d'Oxfam d'une seule voix en Afrique, bien qu'avec un cadre d'engagement approprié pour soutenir le travail mené auprès des gouvernements africains, des communautés économiques régionales (CER) et de l'UA, conformément au principe de subsidiarité⁸. Cela répond également à une demande de la société civile africaine tout en se conformant aux attentes de l'Afrique vis-à-vis des organisations non gouvernementales (ONG) internationales comme Oxfam en matière de pertinence.



Ibado lors de sa tournée quotidienne où elle rend visite aux personnes déplacées internes dans un camp près d'Oog. Ibado (robe violette, lunettes) vit à Oog, un village situé près de Burao au Somaliland. Elle vient en aide aux PDI souffrant de la sécheresse qui sévit actuellement dans la Corne de l'Afrique. *Crédit photo : Petterik Wiggers/Oxfam*



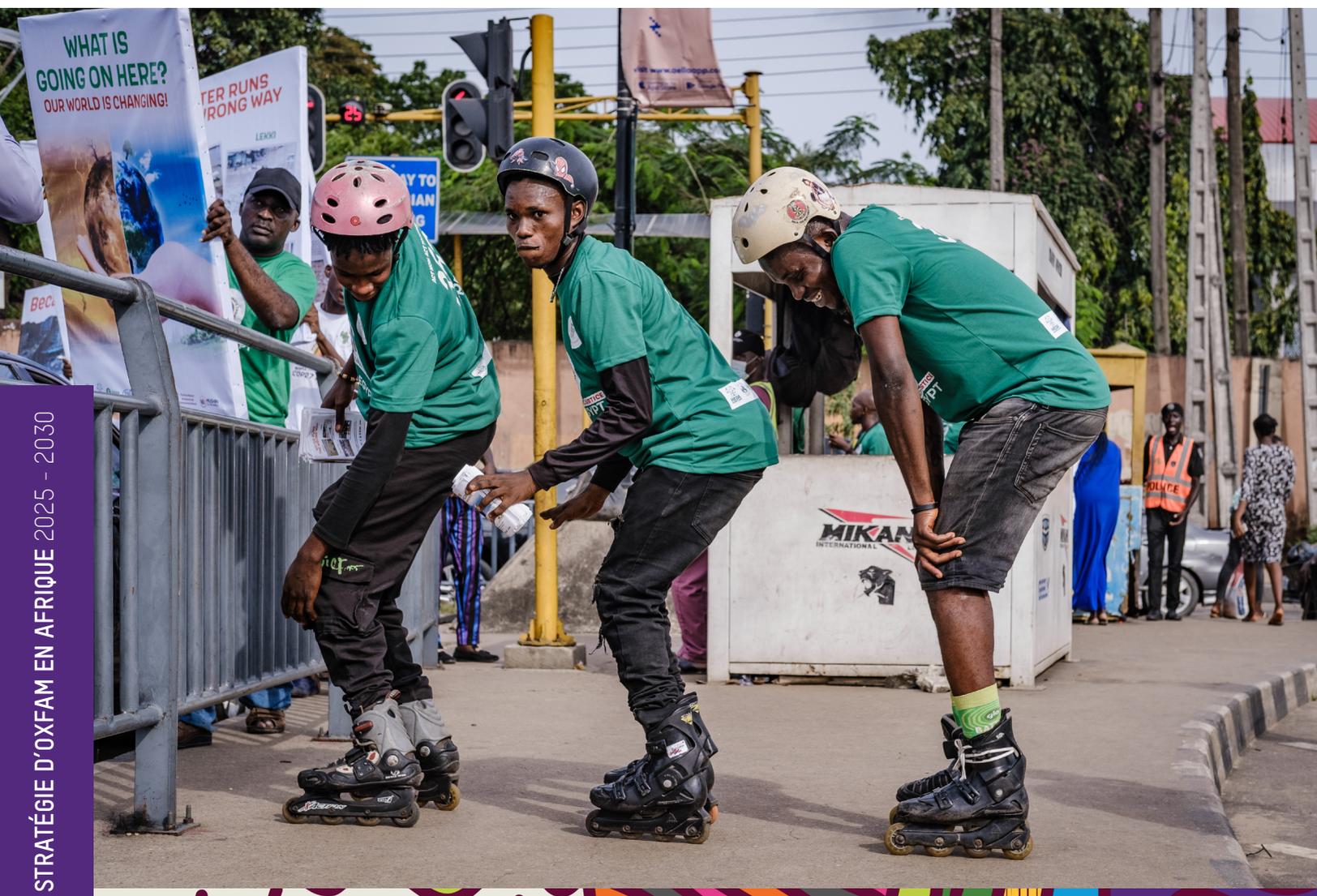
3.0

**AFRIQUE – ÉTAT DES
LIEUX DE NOTRE
CONTINENT**



Avec la population la plus jeune et affichant l'expansion la plus rapide au monde (estimée à 2,5 milliards d'individus d'ici 2050)⁹, l'Afrique présente de nombreuses opportunités de croissance robuste et inclusive. Pourtant, malgré ce potentiel considérable, une part importante de la population mondiale vivant dans la pauvreté réside en Afrique, ce qui s'accompagne d'une augmentation des inégalités et de la marginalisation.

En 2020, 571 millions d'Africain-es vivaient dans une pauvreté multidimensionnelle¹⁰. Selon les projections, l'Afrique devrait représenter 88 % des personnes pauvres dans le monde¹¹ et 19,8 % de la jeunesse mondiale¹² à l'horizon 2030. D'après les données de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la pandémie de COVID-19 a exacerbé ces défis, plongeant près de 55 millions d'Africain-es dans l'extrême pauvreté en 2020¹³. Ce coup d'arrêt a inversé plus de 20 ans de progrès dans la réduction de la pauvreté à travers le continent. Il est important de prendre conscience que la pauvreté est une problématique complexe influencée par divers facteurs sociaux, politiques et historiques. Les approches de lutte contre la pauvreté sur le continent devraient donc inclure les États africains, ainsi que les partenaires locaux et internationaux.



Patineurs dansant à l'occasion de la Caravane de la marche mondiale pour le climat le 13 octobre 2022 à Maryland, dans l'État de Lagos au Nigeria. *Crédit photo : Taiwo Aina/Oxfam*

3.1 UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE QUI NE BÉNÉFICIE PAS À LA POPULATION

En Afrique, les inégalités de revenus et la dynamique de la pauvreté sont fortement influencées par la nature de la croissance économique. Bien que l'expansion économique puisse atténuer la pauvreté, son impact sur la répartition des revenus varie. L'urbanisation rapide est une tendance notable qui voit la population urbaine augmenter plus rapidement que la population globale. Il convient donc de nuancer l'analyse de la pauvreté et de la vulnérabilité. Malgré cette tendance à l'urbanisation, la moitié des Africain-es, notamment les personnes qui vivent dans la pauvreté, travaillent dans le secteur agricole. Par conséquent, il est essentiel de renforcer le secteur agricole tant pour soutenir la croissance économique que pour lutter contre la pauvreté. En outre, le secteur informel qui, selon l'Organisation internationale du travail, représente 85 % des emplois en Afrique¹⁴, offre des possibilités de développement économique et d'emploi, en particulier pour les groupes marginalisés tels que les communautés autochtones, les femmes et les jeunes.

Sur les 54 pays du continent africain, 28 dépendent des industries extractives, le pétrole, le gaz, le charbon et les produits miniers représentant entre 60 % et 99 % de leurs exportations totales de marchandises¹⁵. Les industries extractives jouent donc un rôle central dans la justice économique en Afrique, car elles ont le potentiel de générer des revenus pour lutter contre les inégalités, financer les services sociaux, créer des emplois et soutenir les moyens de subsistance. L'abondance des ressources naturelles en Afrique a néanmoins suscité des inquiétudes quant à la faiblesse de la gouvernance, aux flux financiers illicites et aux conflits sur l'allocation des ressources. Ces défis ont hélas contribué à l'effondrement des mécanismes et des structures démocratiques, ce qui a généré des conflits à travers le continent. Concernant la lutte contre les inégalités économiques, OïA reconnaît l'importance d'intégrer la sensibilité aux conflits dans sa stratégie. Les approches sensibles aux conflits permettent de veiller à ce que les interventions humanitaires et de développement minimisent les torts, contribuent à s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité et promeuvent la paix.

En outre, les économies africaines paient le prix de l'héritage de la domination coloniale et d'un système financier international influencé par des principes néolibéraux. Cela a conduit à la déréglementation des économies africaines, à l'exposition des marchés à une concurrence inégale et à la réduction des infrastructures sociales des États par le biais de privatisations et de mesures d'austérité. Il est indispensable de s'attaquer à ces problématiques systémiques pour promouvoir la justice économique et une croissance inclusive en Afrique.

Les économies et les sociétés africaines restent fortement tributaires de l'agriculture. Les quelque 33 millions de petites exploitations agricoles du continent sont essentielles non seulement à la production alimentaire, mais aussi aux moyens de subsistance des nombreuses familles africaines dont le travail est lié à l'agriculture¹⁶. Le secteur a montré des signes prometteurs de progrès ces dernières années, le rendement agricole ayant augmenté de 13 % en moyenne chaque année entre 2015 et 2020¹⁷. Dans la majorité des nations africaines, l'agriculture est confrontée à de nombreuses difficultés, comme des méthodes obsolètes et rudimentaires et la dépendance vis-à-vis des cultures pluviales. Cela la rend particulièrement sensible aux impacts du changement climatique. En outre, la commercialisation excessive des systèmes alimentaires sape la souveraineté alimentaire de nombreux pays. Cette situation rend les petites exploitations et les systèmes de production alimentaire très vulnérables. L'Afrique ne peut aspirer à devenir un continent alliant intégration, prospérité et paix si les petites exploitations sont négligées et si les systèmes alimentaires font l'objet d'une commercialisation excessive.

L'Afrique fait face à des défis importants en raison de ses faibles niveaux d'industrialisation et de création de valeur. Le continent affiche un faible taux d'alphabétisation et souffre d'infrastructures inadéquates et d'un accès limité à l'énergie, ce qui entrave sa participation à l'économie mondiale et sa capacité à capitaliser sur les avancées de la 'quatrième révolution industrielle'. L'Afrique risque de perdre encore du terrain tandis que les autres régions bénéficient de l'essor de l'intelligence artificielle et des technologies numériques. Le fossé en matière d'innovation et d'adoption des technologies exacerbe les disparités économiques entre le continent et les autres régions, alors que celui-ci peine à s'intégrer dans l'économie mondiale fondée sur les connaissances. Faute d'investissements substantiels dans l'éducation, les infrastructures et les technologies, l'Afrique continuera de rencontrer des obstacles à la croissance économique et au développement durable.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), 'le ratio d'endettement moyen en Afrique subsaharienne a presque doublé en seulement dix ans, passant de 30 % du PIB à la fin de 2013 à un peu moins de 60 % du PIB à la fin de 2022', et 'le ratio paiement d'intérêts/recettes [...] a été multiplié par plus de deux depuis le début des années 2010 et représente désormais près de quatre fois celui enregistré dans les pays avancés'¹⁸. La hausse des taux d'intérêt alourdit les dépenses, engloutissant une plus grande partie des budgets gouvernementaux qui auraient pu être alloués à des services sociaux essentiels comme les soins de santé, l'éducation, la protection sociale, l'eau et les infrastructures. Ces schémas ne sont pas viables à long terme. Ils font craindre une crise imminente de la dette qui menace de nombreux pays du continent.



Amadou Maina, 50 ans, est originaire de la province du Lac au Tchad. Ce récolteur de natron a assisté impuissant à l'érosion par le désert de son site d'extraction de natron au fil des ans. *Crédit photo : Liga Nassandou/Oxfam*

3.2 GOUVERNANCE EN AFRIQUE – DES TENDANCES INQUIÉTANTES

Une gouvernance redevable et inclusive est fondamentale pour relever toute la palette de défis sociaux, politiques et économiques auxquels le continent africain est confronté. On peut notamment citer des tentatives de coup d'État, des restrictions de la liberté de la presse et l'amenuisement des espaces civiques, des violations des droits humains, la négligence des services sociaux publics, la répression des manifestations publiques, une opposition officielle aux syndicats et aux organisations humanitaires, ou encore la corruption généralisée. La relation historique entre l'État et la société dans de nombreux pays africains est marquée par une faiblesse découlant de l'héritage du colonialisme. Pendant l'ère coloniale et la guerre froide qui a suivi, les États africains ont été largement définis par les puissances des pays du Nord, qui ont donné la priorité aux relations diplomatiques plutôt qu'à un engagement significatif avec les citoyen-nés.

La dissolution du bloc soviétique en 1991 a créé de nouvelles opportunités pour les citoyen-nés africain-es et les mouvements de la société civile d'interagir avec leurs gouvernements. Les trois dernières décennies ont vu la multiplication des organisations de la société civile, avec des mouvements de femmes gagnant en influence. Malgré ces progrès, de nombreux défis persistent et plusieurs cas de régression sont à déplorer. Ces défis concernent en outre une jeunesse en plein essor qui est confrontée à une marginalisation très répandue et à des inégalités persistantes qui sapent tous les efforts visant à améliorer la gouvernance.

Agenda 2063 de l'Union africaine – De l'espoir pour l'Afrique

Au cours des dernières années, les pays africains ont cherché à renforcer leur capacité d'action collective avec l'Union africaine (UA). Leurs aspirations sont énoncées dans l'Agenda 2063 de l'UA. Il s'agit du plan stratégique pour le continent qui cible une croissance inclusive et durable, ainsi que l'unité et la prospérité. Il représente le rêve panafricain d'un continent où les citoyen-nés vivent librement, où les opportunités sont élargies et où les capacités des femmes et des jeunes sont pleinement exploitées, dans une société où la peur, la maladie et la pauvreté ont disparu. L'Agenda 2063 représente un changement d'orientation important pour le continent et un cadre incontournable pour interagir avec les parties prenantes africaines, tant en interne qu'en externe. Les communautés économiques régionales (CER) font toujours office de composants essentiels de l'UA en termes de connexion avec ses citoyen-nés. L'intégration régionale de l'Afrique est essentielle à la réalisation des objectifs de développement du continent, car elle facilite la conception et la mise en œuvre de solutions régionales aux défis nationaux en surmontant les contraintes liées aux ressources et aux capacités limitées au niveau national. Le projet panafricain est conçu pour s'appuyer sur l'intégration sous-régionale par le biais des CER, qui jouent un rôle essentiel dans ce processus. L'engagement des organisations de la société civile africaine est fondamental pour renforcer les CER, car celles-ci garantissent la participation significative et l'adhésion des citoyen-nés à leurs initiatives stratégiques, en veillant à ce que ces stratégies soient à la fois représentatives et efficaces pour répondre aux aspirations des peuples africains.

Démocratie et espace civique – Des revers fâcheux

L'instauration d'une véritable démocratie en Afrique est aux prises avec des défis complexes.

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont été créés sur les bases d'un système colonial fondé sur l'exploitation, ce qui a fragilisé les structures de soutien à la démocratie libérale. Le paysage politique a été rendu encore plus complexe par un jeu de divisions religieuses et ethniques (parfois créées artificiellement)

au profit d'un groupe restreint de leaders politiques.

Pour paraître démocratiques et gagner en légitimité sur la scène internationale, de nombreux régimes autoritaires et semi-autoritaires en Afrique ont adopté une démocratie de façade. Ils organisent des élections, qui sont fréquemment manipulées, et proclament adhérer à la séparation des pouvoirs et aux limites du mandat présidentiel, alors qu'ils planifient souvent des 'coups d'État constitutionnels' pour contourner ces limites.

Par ailleurs, l'Afrique ne fait pas exception à l'amenuisement de l'espace civique. Les défenseurs et défenseuses des droits humains et les militant-es de la société civile s'exposent à des risques conséquents pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement ou la mort. Selon les données de CIVICUS Monitor, 28 % de la population mondiale subit des niveaux extrêmes de répression. Les journalistes sont également victimes de harcèlement et d'agressions physiques, en particulier lorsqu'ils et elles couvrent des manifestations¹⁹. Malgré ces défis, le soutien du public à la démocratie reste solide en Afrique, comme en témoignent les enquêtes Afrobarometer : dans une étude exhaustive menée dans 34 pays africains, l'institution révèle qu'une majorité significative (68 %) exprime une préférence pour la démocratie par rapport à toute autre forme de gouvernance²⁰.

Migration – Vecteur de pression et d'opportunités

L'instabilité politique, les disparités économiques et les questions environnementales en Afrique ont aggravé la crise des migrations et des réfugié-es, ce qui en fait une préoccupation humanitaire majeure. L'UA affirme néanmoins que l'Afrique représente 14 % de la population migrante mondiale, contre 41 % pour l'Asie et 24 % pour l'Europe²¹. Si certains afflux migratoires s'accompagnent de graves conséquences humanitaires, la migration au sein et depuis l'Afrique revêt aussi quelques aspects positifs, à l'image du transfert de compétences au sein de l'Afrique qui soutient la croissance et des transferts de fonds qui favorisent l'investissement en Afrique ainsi que l'aide pour l'action humanitaire et le développement. Les transferts de fonds vers l'Afrique ont doublé au cours de la dernière décennie, atteignant 100 milliards de dollars en 2022, dépassant ainsi les fonds reçus au titre de l'aide publique au développement (APD) et des investissements directs étrangers (IDE)²².

La question des migrations est profondément enracinée dans les droits humains et liée au Protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes en Afrique. Ce protocole plaide pour le droit des personnes à se déplacer librement dans l'ensemble du continent et rappelle l'importance de voies migratoires légales et sûres pour le respect de la dignité et des droits humains. En facilitant la circulation sur ces voies, le protocole vise non seulement à atténuer les risques de migration irrégulière, mais aussi à amplifier les contributions positives de la migration au développement socio-économique des pays d'origine et d'accueil sur le continent.

Droits numériques

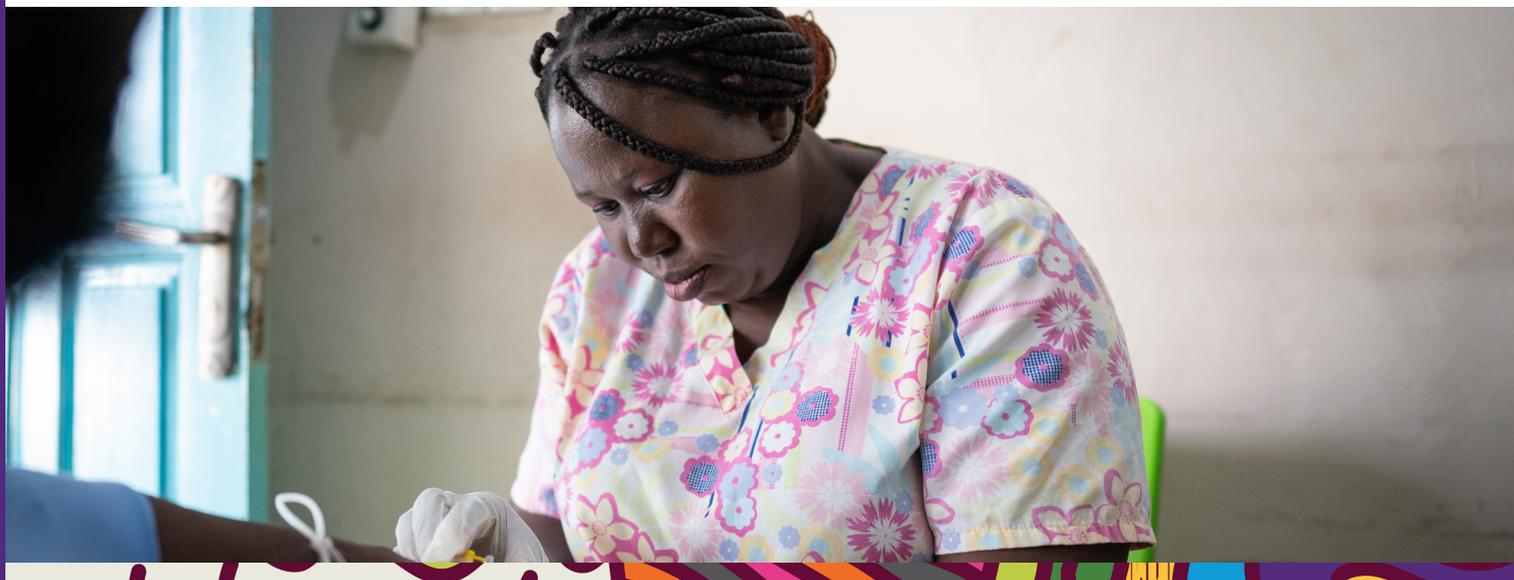
Le paysage numérique est en pleine croissance en Afrique. Le nombre d'abonné-es mobiles uniques devrait passer de 489 millions (43 %) en 2022 à 692 millions (50 %) d'ici 2030²³. L'Afrique a la population la plus jeune du monde. Par exemple, 70 % de la population a moins de 30 ans en Afrique subsaharienne²⁴. Cela représente un énorme potentiel pour l'Afrique de réduire les inégalités et de faciliter l'accès aux services essentiels. Le potentiel économique du continent peut s'étoffer de manière significative, à condition que la population jeune en plein boom dispose des outils et des opportunités nécessaires.

La jeunesse africaine s'est saisie d'Internet et des réseaux sociaux pour devenir active sur le plan politique. Cependant, la reproduction en ligne des inégalités hors ligne par le biais de lois et de réglementations régressives suscite toujours de grandes inquiétudes. Des obstacles persistants à l'adoption de l'Internet

mobile existent dans des pays comme le Bénin, le Tchad et la République démocratique du Congo, où les taux de pénétration de l'Internet mobile sont inférieurs à 15 %. Plusieurs problématiques comme la protection des données, la vie privée, la sûreté, la sécurité, la cyberintimidation, le cyberharcèlement, les cyberattaques, les coupures d'Internet par les gouvernements et l'élargissement de la fracture numérique selon le genre exigent une attention immédiate. La prévalence de la violence en ligne, en particulier à l'égard des femmes et des filles, reflète et amplifie les problèmes de société, avec 38 % des femmes dans le monde faisant état d'une expérience personnelle de violence en ligne²⁵. Cela souligne le besoin urgent de répondre à ces préoccupations en matière de sûreté et de sécurité numériques afin de créer un environnement en ligne plus inclusif et plus sûr.

Les services publics au centre des inégalités

En 2022, les gouvernements d'Afrique subsaharienne ont consacré en moyenne 3,22 % de leur PIB à l'éducation, ce qui représente une baisse par rapport au niveau de 2013 (3,69 %)²⁶. Cette tendance contribue à une détérioration des résultats scolaires, comme en témoigne le pourcentage croissant de jeunes qui ne suivent pas d'études, de formation ou qui n'occupent pas d'emploi. Au Mali, ce chiffre est passé de 13,47 % des jeunes en 2010 à 30,86 % en 2020, tandis qu'au Zimbabwe, il est passé de 17,26 % en 2011 à 30,43 % en 2021. Cela dénote un recul significatif dans le développement et l'engagement des jeunes²⁷. Les lacunes des systèmes éducatifs africains, ainsi que les défis en matière d'accès aux soins de santé et d'approvisionnement en eau potable, soulignent une incapacité plus générale à lutter contre les inégalités et à fournir les avantages démocratiques promis. Six décennies après que de nombreux pays africains ont rétabli le régime constitutionnel, on déplore des lacunes en matière de protection sociale, d'emploi, de répartition équitable des bénéfices de la croissance économique et de l'État de droit, ce qui sape la confiance du public dans le processus démocratique. Il est impératif de s'attaquer à ces lacunes de gouvernance de manière exhaustive en couvrant les sphères politique, économique et sociétale. Cela est essentiel pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, la vision exposée dans l'Agenda 2063 de l'UA et les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine. En relevant ces défis, l'Afrique peut émerger à l'avant-garde du progrès mondial.



Patience (36 ans) envisage une reconversion pour surmonter la crise du coût de la vie. Son salaire mensuel d'infirmière à l'hôpital universitaire Korle-Bu lui permet à peine de subvenir aux besoins des personnes à sa charge. *Crédit photo : Ernest Ankomah/Oxfam*

3.3 DES VULNÉRABILITÉS ET DES CONFLITS QUI SAPENT LES PROGRÈS

Selon le 2020 Global Report on Food Crises, l'Afrique abrite plusieurs des foyers de famine présents dans le monde, accueillant 54 % du nombre total de personnes confrontées à des crises ou à des situations plus graves²⁸. Les causes profondes de cette grave insécurité alimentaire sont le changement climatique, les conflits et le manque d'investissements publics dans l'agriculture, qui exacerbent l'insécurité alimentaire sur le continent.

Conflits

En prenant pour référence le début de l'année 2023, 13 % des pays africains avaient subi des coups d'État au cours des deux années précédentes, soit six fois plus que seulement quatre ans auparavant.

D'après les recherches disponibles, il y a eu depuis 1950 au moins une tentative de coup d'État dans 45 des 54 pays d'Afrique.²⁹ Le Sahel, l'Afrique centrale et la Corne de l'Afrique ont notamment connu des défis de taille découlant de conflits politiques, de la fragilité de la gouvernance et de la présence d'acteurs non étatiques. Les tensions politiques persistantes, les guerres et les conflits en Afrique ont des effets néfastes durables sur le progrès socio-économique du continent, entraînant le déplacement de millions de personnes. En réponse, l'UA a mis en œuvre diverses normes et standards visant à promouvoir le multilatéralisme, la gouvernance, la démocratie et les droits humains dans toute la région. L'architecture africaine de gouvernance est un élément fondamental de ce cadre. Cette architecture a été créée en 2011 pour renforcer la coordination entre les entités et institutions continentales et sous-régionales, en mettant l'accent sur les questions de gouvernance, de démocratie et de droits humains.

Relever efficacement les défis posés par les conflits en Afrique et lutter contre l'impunité qui y est associée nécessiteront des efforts coordonnés aux niveaux national, régional et international. En réponse à l'instabilité politique croissante et aux conflits en Afrique, en particulier dans des régions comme le Sahel, l'Afrique centrale et la Corne de l'Afrique, OiA souligne la nécessité d'adopter des approches sensibles aux conflits dans ses interventions. Au vu des interactions complexes entre les tensions politiques, la faiblesse de la gouvernance et l'influence des acteurs non étatiques, la sensibilité aux conflits doit être intégrée dans la conception et la mise en œuvre des programmes et des interventions humanitaires. Cette approche garantit que les initiatives n'exacerbent pas involontairement les conflits, mais contribuent bien à un développement pacifique et durable.

Vulnérabilité climatique

L'Afrique est le continent le plus vulnérable au changement climatique et supporte des risques systémiques, alors qu'elle contribue le moins à la crise climatique induite par l'activité humaine. La crise climatique est un phénomène multidimensionnel, avec une vulnérabilité, une exposition et des impacts croissants sur les populations, en particulier les femmes.

Au moment de la publication du présent document, il semble de plus en plus probable que l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ne sera pas respecté. La transformation

globale du secteur de l'énergie est donc essentielle pour contenir la hausse des températures et garder autant que possible sous contrôle les dommages qui y sont associés. La transition énergétique, d'une part, et l'utilisation des ressources, d'autre part, présentent un paysage complexe d'implications pour le développement durable de l'Afrique. Alors que le continent est aux prises avec une demande énergétique croissante, la transition vers des sources d'énergie plus propres et plus renouvelables est incontournable pour réduire l'impact environnemental et lutter contre le changement climatique. Cette transition présente à la fois des opportunités et des défis. L'Afrique possède d'abondantes sources d'énergie renouvelable, notamment solaire, hydroélectrique et éolienne. Elle recèle également d'importantes réserves de minéraux nécessaires à la conception de diverses solutions énergétiques propres. Par exemple, l'Afrique possède plus de 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine qui sont centrales dans la production de batteries et de technologies fonctionnant à l'hydrogène. Il s'agit là d'une occasion importante de renforcer la sécurité énergétique et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Des investissements conséquents sont toutefois requis pour matérialiser cette transition dans les infrastructures et la technologie. Il est impératif de trouver un équilibre dans cette transformation énergétique afin d'optimiser l'utilisation des ressources. Cela est essentiel pour que l'Afrique réalise son programme de croissance intelligente face au climat, en garantissant un accès équitable à une énergie propre et en prévenant la précarité énergétique parmi les communautés marginalisées.

Des investissements insuffisants dans l'agriculture

Malgré le rôle central que l'agriculture occupe dans le tissu économique et social en Afrique, le sous-investissement chronique persiste, entravant sérieusement les efforts visant à atténuer la faim et à promouvoir le développement durable. À la suite de perturbations économiques mondiales et face à une crise climatique qui s'aggrave, la nécessité d'accroître les investissements agricoles n'a jamais été aussi évidente. Des données récentes révèlent une tendance alarmante : la majorité des gouvernements africains (48 sur 54) auraient alloué en moyenne seulement 3,8 % de leur budget total au secteur agricole en 2021³⁰, et près des trois quarts des gouvernements africains ont réduit leur budget affecté à l'agriculture. Non seulement ce chiffre est inférieur à l'objectif d'investissement de 10 % stipulé dans la déclaration de Malabo, mais il contraste aussi fortement avec les dépenses disproportionnellement plus élevées consacrées à l'armement militaire, qui s'élèvent à 6,4 %³¹.

Les implications de ce sous-investissement sont profondes, en particulier dans un continent où un cinquième de la population souffre de sous-alimentation et où 30 % des enfants souffrent de retard de croissance dû à la malnutrition³².



Commune d'Ouahigouya - Burkina Faso. Aguiratou Ouedraogo est agricultrice. Âgée de 39 ans, elle est la mère de 7 enfants. Elle collecte de l'eau à un puits pour arroser ses cultures maraîchères, avec l'aide d'une autre agricultrice avec qui elle partage sa parcelle. *Crédit photo : Samuel Turpin/Oxfam*

3.4 DES PROGRÈS BLOQUÉS PAR LES VIOLATIONS DES DROITS DES FEMMES ET LES INJUSTICES BASÉES SUR LE GENRE

Les normes conservatrices ancrent le pouvoir dans des structures patriarcales qui privilégient les hommes au détriment des femmes. La subsistance des modèles économiques actuels, qui sont patriarcaux, néolibéraux et extractifs par nature, repose sur les soins, tout en dévalorisant ceux-ci, en les fragilisant et en refusant tout bonnement de reconnaître les soins comme du travail. Ces modèles privilégient également les profits à court terme en négligeant les pertes à long terme (environnement, soins, bien-être), comme ce fut le cas pendant la pandémie de COVID-19. La plupart des femmes employées en Afrique travaillent dans le secteur informel, qui est exclu du PIB et se caractérise par l'insécurité, des inégalités salariales et une faible reconnaissance de la contribution financière apportée à l'économie.

Il est essentiel de corriger ces inégalités structurelles pour garantir l'égalité des droits des femmes et leur pleine participation à la société. La réalisation des droits des femmes exige non seulement des protections juridiques, mais aussi la transformation des systèmes économiques et sociaux qui excluent ou marginalisent actuellement les femmes. Grâce à des changements d'orientation politique délibérés et à des cadres tenant compte des questions de genre, la réalisation de l'égalité des droits des femmes deviendra la pierre angulaire des efforts plus larges déployés en faveur de la justice sociale et économique.

Bien que certaines nations africaines aient défini dans leur législation des droits progressistes en matière de genre, on observe souvent sur le terrain des violences basées sur le genre et des pratiques traditionnelles néfastes très répandues. Trop de femmes africaines sont privées de la capacité de gérer leur propre vie et de participer au gouvernement, car elles n'ont pas accès aux services fondamentaux comme les services d'éducation et de santé décents, ainsi que du fait de leur statut social faible. La scolarité des filles et des jeunes demeure une source de préoccupation majeure en Afrique, que ce soit en matière d'accès à l'éducation, de rétention scolaire ou d'achèvement d'un cycle d'enseignement. Selon les chiffres de l'UNESCO (2019), 52 millions de filles ne sont pas scolarisées en Afrique et quatre millions de filles n'ont même jamais mis les pieds dans une salle de classe, contre deux millions de garçons³³. Ce défi majeur pour l'Afrique pourrait faire obstacle à la réalisation des ambitions de l'Agenda 2063, ainsi que des ODD. Il est urgent d'agir pour combler ce fossé. Les conclusions de l'enquête Afrobarometer 2023 mettent en évidence la nature complexe des violences basées sur le genre en Afrique et les multiples défis que représente la lutte contre ces violences. D'après cette enquête, 'bien qu'une grande partie de la population reconnaisse le problème, des attitudes profondément enracinées permettent de le perpétuer. La création d'un environnement sûr pour les filles et les femmes nécessitera des campagnes d'éducation et de sensibilisation, ainsi que des cadres juridiques stricts et des forces de l'ordre bien formées³⁴. Cette reconnaissance par la population offre une excellente occasion de travailler en partenariat avec les peuples africains, y compris les hommes et les garçons, pour mettre fin aux violences basées sur le genre.

Les femmes ne souffrent pas en silence. Elles se mobilisent fortement en vue d'obtenir de meilleurs mécanismes pour se protéger, y compris en soutenant avec succès des traités internationaux et leur intégration sur le continent. Les groupes organisés de la société civile aux niveaux régional et continental confèrent un pouvoir considérable et croissant sur les personnes et les acteurs politiques. L'UA est un moteur positif de l'évolution des normes de genre sur le plan politique à l'échelle du continent. Le protocole de Maputo à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, adopté par les chef-fes d'État et de gouvernement africain-es en 2003 et entré en vigueur en 2005, est un document d'orientation central.



4.0

LE POUVOIR AU SERVICE DU CHANGEMENT (ANALYSE DU POUVOIR)



Les institutions et les personnes qui détiennent le pouvoir doivent opérer une mutation en faveur de l'inclusion pour qu'un changement durable se produise en Afrique. Cette section décrit comment Oxfam en Afrique interagira avec les principaux détenteurs et principales détentrices du pouvoir dans le système mondial, et avec les détenteurs et détentrices du pouvoir à différents niveaux en relation avec chacun des cinq piliers de la stratégie.

Des acteurs internationaux

Les gouvernements donateurs, les bailleurs bilatéraux, les ONG internationales et les agences des Nations Unies sont les principaux détenteurs du pouvoir dans le système mondial, ainsi que les plus grands fournisseurs officiels de capitaux et d'aide au développement pour les pays du Sud. Ils favorisent et maintiennent le statu quo mondial en matière de commerce, d'aide et de développement. Les agences et les gouvernements des pays du Nord, les autres bailleurs et les multinationales contrôlent l'agenda, déterminent où les fonds et les échanges commerciaux circulent et façonnent le discours sur l'avenir des pays du Sud. *OiA et ses partenaires demanderont des comptes aux acteurs internationaux concernant l'utilisation de ce grand pouvoir et remettront en question leurs politiques, actions et inactions qui propagent les inégalités et le sous-développement en Afrique.*

Des économies justes

Gouvernements prêteurs et institutions financières internationales (IFI) – Les gouvernements prêteurs et les IFI, dont beaucoup sont des vestiges de l'ère coloniale, influent grandement sur l'architecture financière mondiale, façonnent le programme d'action pour le développement sur la scène internationale et contrôlent le financement de l'aide et des prêts en provenance des pays du Nord. Leurs actions et leurs politiques ont de fortes implications pour les économies des pays du monde majoritaire³⁵. Pour corriger ces déséquilibres historiques et assurer un traitement équitable, l'une des priorités d'OiA sera de plaider en faveur de réformes profondes des IFI. Ces réformes viseront à faire en sorte que ces institutions servent les pays du monde majoritaire aussi efficacement que les pays du Nord. *Les gouvernements prêteurs et les IFI seront des cibles importantes pour OiA et ses alliés.*

Communautés économiques régionales³⁶ et Union africaine – Les communautés économiques régionales (CER) et l'UA jouent un rôle clé dans le développement socio-économique de l'Afrique à travers leurs cadres stratégiques et leurs décisions. Ces entités façonnent les politiques et les initiatives qui affectent la trajectoire économique du continent, avec un objectif déclaré d'intégration régionale et de développement durable. OiA continuera de collaborer avec les communautés économiques régionales et l'UA en intégrant les résultats des recherches et les perspectives des communautés touchées dans leurs processus. Cette mobilisation est essentielle pour s'assurer que les voix des populations sont entendues et que leurs besoins sont pris en compte dans les cadres stratégiques et les initiatives de ces organisations. OiA a également un rôle essentiel à jouer pour veiller à ce que ces organismes régionaux honorent leurs engagements, en veillant à ce que les décisions soient effectivement mises en œuvre et profitent véritablement aux populations qu'elles sont censées servir. Il est essentiel de collaborer avec les CER et l'UA et de les influencer pour qu'elles établissent des priorités et agissent en faveur d'un développement économique équitable et d'une croissance durable. *Les CER et l'UA seront des cibles et des partenaires importants pour OiA et ses alliés. Cela nécessitera un engagement continu pour influencer les politiques et tenir les leaders responsables de leurs décisions.*

Gouvernements nationaux et autorités locales – Alors que les gouvernements nationaux et les autorités locales cèdent un certain pouvoir aux autorités supérieures en matière d'élaboration des politiques, ils sont responsables de garantir les droits économiques des citoyen·nes. Pour assurer une répartition équitable des richesses et lutter contre les inégalités, il est essentiel de défendre des systèmes fiscaux progressifs qui garantissent que les grandes fortunes et les grandes entreprises contribuent équitablement aux revenus de la nation. *OiA veillera à ce que les voix de la population soient prises en*

compte dans l'élaboration des politiques nationales, la promotion de la collaboration et le renforcement de la redevabilité dans la mise en œuvre des politiques.

Entreprises – Les grandes entreprises détiennent un pouvoir considérable pour sortir les gens de la pauvreté, mais elles sont également associées aux abus et à la destruction de l'environnement. *OiA mettra les entreprises au défi d'assurer une croissance durable et le partage équitable des avantages qui en découlent.*

Une gouvernance redevable et inclusive

Gouvernements nationaux et autorités locales – Les gouvernements nationaux restent les principaux détenteurs du pouvoir en matière de gouvernance. L'Afrique accuse un net recul démocratique. *OiA se concentrera sur la construction de processus démocratiques et de mouvements forts qui contraignent les leaders à rendre des comptes.*

Système judiciaire et législatures locales – les systèmes judiciaires indépendants sont tenus de contrôler les pouvoirs exécutifs et de garantir les droits fondamentaux d'expression, d'opinion, de participation et d'association, même si leur pouvoir relatif varie considérablement dans les pays africains. *OiA peut aider les mouvements citoyens à lutter en faveur de systèmes judiciaires indépendants.*

Société civile et mouvements locaux et de jeunes – La société civile et d'autres mouvements ont acquis du pouvoir grâce à un engagement constant, parfois antagoniste, entre l'État et les citoyen·nes. *Il est essentiel de garantir un espace civique ouvert pour ces groupes afin de parvenir à une gouvernance redevable et assurer la participation civique des jeunes, des femmes et d'autres groupes vulnérables, ainsi que des médias.*

Justice climatique

Nations Unies – Sur le plan international, les Nations Unies exercent une forte influence en matière de justice climatique. Si elles ne parviennent pas à promouvoir la justice climatique, elles échouent collectivement à protéger les droits humains et les droits des générations futures. *Pour OiA et ses partenaires, les Nations Unies et ses espaces de concertation offrent de précieuses opportunités pour influencer et plaider en faveur du changement.*

Union africaine et Communautés économiques régionales – L'UA et les communautés économiques régionales sont les moteurs de la réponse du continent au changement climatique. L'adoption de la Déclaration de Nairobi sur le changement climatique et l'Appel à l'action³⁷ par les leaders africains en septembre 2023 témoigne d'une volonté collective de faire face à la crise climatique. Toutefois, les organismes régionaux et continentaux doivent accorder la priorité aux approches axées sur les personnes plutôt qu'aux solutions axées sur le marché pour œuvrer en faveur de la justice climatique et du développement durable. *Pour OiA, il est essentiel de s'engager auprès de l'UA et des CER pour amplifier son plaidoyer en faveur de la justice climatique, en veillant à ce que les politiques et les actions approuvées aux niveaux régional et continental soient en phase avec les besoins locaux et contribuent efficacement aux ODD.*

Gouvernements nationaux – Les gouvernements nationaux détiennent le pouvoir de veiller à ce que la transition vers une économie plus verte se fasse d'une manière qui ne laisse personne de côté. Ce sont également eux qui peuvent réglementer les entreprises afin qu'elles adoptent un comportement respectueux de l'environnement. *Les gouvernements nationaux restent à la fois un allié et une cible dans le travail d'influence d'OiA.*

Entreprises – Les entreprises exercent un pouvoir sur les gouvernements et les populations et contribuent à la crise climatique lorsqu'elles émettent des gaz à effet de serre. *Les entreprises sont une cible importante pour le plaidoyer d'OiA.*

ONG et ONG internationales – Ces organisations s'évertuent à renforcer leur pouvoir et leur influence politiques afin de faire pression sur les gouvernements et le secteur privé et de contraindre les acteurs puissants à rendre des comptes. *Les ONG et les ONG internationales sont des partenaires et des alliés très importants pour OiA.*

Justice de genre

Structures patriarcales – Le pouvoir est généralement dévolu aux leaders religieux, sociétaux ou traditionnels masculins, et privilégie les hommes. La législation ne pourrait à elle seule provoquer un transfert de pouvoir. Il est également indispensable de changer les attitudes et les normes sociales. *OiA et ses partenaires doivent s'attacher à faire évoluer ces attitudes et ces normes. Les hommes et les garçons peuvent être des alliés importants à cette fin.*

Union africaine – Les entités et les agences de l'UA sont des acteurs clés à l'échelle du continent pour la promotion et l'application du protocole de Maputo dans les pays africains. En plaçant une Direction Femmes, Genre et Jeunesse directement sous la supervision de la vice-présidence, la Commission de l'UA souligne la priorité accordée aux problématiques de genre dans l'agenda de l'organisation. *À mesure que l'UA gagne en influence, elle devient une cible et un allié important pour OiA. Cela peut générer un environnement propice à l'engagement et au changement.*

Gouvernements nationaux – Les gouvernements nationaux exercent une influence considérable sur leurs populations, leurs cadres institutionnels et les espaces civiques de leurs territoires. Ils jouent un rôle central dans l'élaboration de politiques qui régissent les relations de genre, ainsi que pour démanteler les structures patriarcales qui privilégient les hommes. Cet engagement est essentiel pour créer un environnement propice où les femmes et les filles sont habilitées à participer pleinement à tous les aspects de la société. Les gouvernements nationaux jouent également un rôle clé dans l'allocation des ressources et l'élaboration de programmes qui soutiennent l'intégration de la dimension de genre dans divers secteurs, faisant d'eux des partenaires incontournables dans la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. *En travaillant avec les gouvernements nationaux, OiA facilitera l'adoption et la mise en œuvre de politiques progressistes en faveur de l'égalité de genre, notamment la transposition dans le droit national des accords internationaux (comme le protocole de Maputo).*

Organisations de la société civile – Les organisations de la société civile africaines régionales et continentales jouent un rôle essentiel dans la promotion d'une bonne gouvernance, des droits humains et des droits des femmes. Ces groupes exercent une grande influence sur les acteurs politiques et les populations en contestant les normes patriarcales et en plaidant pour un changement systémique. Ils contribuent également à demander des comptes aux gouvernements et à faire en sorte que la justice de genre soit au cœur de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques. Leur proximité avec les communautés locales et leur profonde compréhension des contextes locaux en font des acteurs clés en matière de plaidoyer en faveur de réformes tenant compte de la dimension de genre et pour mobiliser les communautés afin d'exiger un traitement et des opportunités équitables pour les femmes et les filles. *En travaillant avec des organisations de la société civile, OiA aspire à amplifier la voix des femmes africaines et à assurer leur participation active à la construction d'une société juste et inclusive.*

Action humanitaire

Agences donatrices internationales et ONG internationales – les bailleurs publics des pays du Nord, les agences des Nations Unies et les ONG internationales détiennent un pouvoir considérable grâce aux ressources qu'ils contrôlent. La tendance à la localisation est vitale pour le partage du pouvoir, et OiA doit être aux avant-postes dans cette transition. *En influençant ces acteurs pour une prise de décision et une allocation des ressources davantage localisées, OiA s'évertue à faire en sorte que les interventions humanitaires répondent mieux aux besoins des communautés touchées et qu'elles soient conformes aux principes d'équité et de justice, ainsi qu'aux engagements pris par Oxfam comme le Grand Bargain³⁸, la Charte pour le changement³⁹ et l'initiative Pledge for change⁴⁰.*

Gouvernements nationaux et autorités locales – les gouvernements nationaux et les autorités locales sont en définitive responsables vis-à-vis des personnes touchées par une catastrophe ; ils ont accès au territoire touché et le contrôlent. *OiA devra faire preuve de solidarité en facilitant l'accès aux ressources et en ciblant ces gouvernements et autorités pour garantir l'accès aux communautés touchées.*

Communautés et leadership communautaire – Les aîné-es et les leaders communautaires, ou les personnes responsables dans certains contextes locaux, détiennent le pouvoir sur les populations locales en ce qui concerne la distribution de l'aide humanitaire. En responsabilisant le leadership au niveau local et en accordant la priorité aux besoins et aux voix des personnes les plus vulnérables, notamment les personnes réfugiées, les personnes déplacées internes, les femmes et les filles, OiA cherche à promouvoir des résultats humanitaires plus équitables et durables. Avec cette approche communautaire, l'action humanitaire est guidée par des principes d'équité et de pertinence au niveau local conduisant à des interventions humanitaires plus efficaces et plus percutantes. *L'approche féministe d'Oxfam deviendra un facteur clé dans le transfert du pouvoir vers le leadership local.*



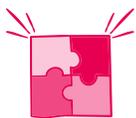
Asha Sode, Masu Wache et Fatuma Adan du groupe de femmes Uye dans le comté de Marsabit (Kenya), qui participent à un projet de production alimentaire soutenu par NORAD, lors d'une réunion villageoise d'épargne et de crédit. La formation est assurée par PACIDA, une organisation partenaire OXFAM. *Crédit photo : Misheck Kamau/Oxfam*



5.0

**OBJECTIFS D'OXFAM
EN AFRIQUE**





Notre vision

Une Afrique sans inégalités.



Notre mission

Lutter contre les inégalités et démanteler les structures de pouvoir en mettant en avant les femmes, les jeunes, les communautés autochtones et d'autres groupes vulnérables, afin de créer un avenir plus égalitaire pour l'Afrique dans la perspective de rendre le monde plus équitable.



Nos valeurs

Nous soutenons et souscrivons aux valeurs d'Oxfam à l'échelle mondiale, et incarnons les valeurs d'interrelationnalité et d'interdépendance.

- **Égalité** : nous pensons que tout le monde a le droit d'être traité équitablement et de jouir des mêmes droits et des mêmes opportunités.
- **Autonomisation** : nous reconnaissons et cherchons à étendre la capacité des personnes d'agir sur leur propre vie et les décisions qui les concernent.
- **Solidarité** : nous unissons nos efforts, nous offrons notre soutien et nous collaborons par-delà les frontières pour parvenir à un monde juste et durable.
- **Inclusivité** : nous encourageons la diversité et les différences, et nous valorisons les points de vue et les contributions de toutes les personnes et communautés dans leur lutte contre la pauvreté et les injustices.
- **Redevabilité** : nous assumons la responsabilité de nos actions et de notre inaction et nous nous tenons responsables devant les personnes avec lesquelles nous travaillons.
- **Courage** : nous n'avons pas peur de dire la vérité aux organes de pouvoir et d'agir avec conviction en faveur de la justice.
- **Ubuntu ('Je suis parce que nous sommes')** : nous dépendons totalement les un-es des autres – nous perdons ou nous gagnons ensemble.



Notre but

Leader d'opinion - Nous sommes une plateforme d'apprentissage et d'échange, un leader en matière d'innovation et un consolidateur d'apprentissage.

Organisateur/facilitateur - Nous rassemblons des idées divergentes et créons une synergie entre celles qui visent les mêmes objectifs.

Collaborateur/amplificateur - Nous favorisons les partenariats et amplifions les voix locales au-delà de leur contexte local.

Catalysuer - Nous sommes une plateforme destinée aux mouvements dont la vocation est d'aider les militant es et les communautés à mettre en avant leurs idées.

Intermédiaire influent - Nous opérons un travail d'influence. Nous confrontons les sphères du pouvoir à la réalité et nous partageons le pouvoir au profit de toutes les personnes qui souffrent d'injustice et d'inégalité sur le continent africain.



Notre approche

Collaboration – Nous collaborons au sein d'Oxfam en Afrique (notamment dans les bureaux pays et les clusters), ainsi qu'avec les affiliés africains, la confédération Oxfam au sens large et des partenaires locaux et régionaux.

Du local au mondial – Nous nous engageons à plusieurs niveaux avec de multiples partenaires, connectant les voix locales aux espaces mondiaux.

Engagements avec l'Union africaine et les communautés économiques régionales – Nous entretenons une relation interne/externe et soutenons les actions et campagnes publiques avec nos partenaires.

Partage des capacités – Nous nous engageons à contribuer à une société civile africaine résiliente, en partageant réciproquement les conseils techniques et le soutien aux ressources, ainsi que notre solidarité lorsque la situation l'exige.

Travail d'influence et plaidoyer – Nous participons à des campagnes axées sur les personnes, en tirant parti du pouvoir des médias et en confrontant les sphères du pouvoir à la réalité.



Pascaline Namegabe, chargée des questions de santé publique chez Oxfam, présentant la nouvelle station de lavage des mains à la communauté d'un camp de personnes déplacées à Mwaka, en République démocratique du Congo. *Crédit photo : Arlette Bashizi/Oxfam*



6.0

**COMMENT LE
CHANGEMENT
SURVIENDRA-T-IL ?
(NOTRE THÉORIE DU
CHANGEMENT)**



DROITS ET PARTICIPATION CITOYENNE

ACTIONS

Décolonisation

Approche féministe

Respect des droits numériques

FINANCEMENT

TRAVAIL D'INFLUENC

RENFORCEMENT DES CAPACITÉ

Approche systémique

Pouvoir de l'humain

Penser et agir localement et globalement

EFFETS

Services de base redevables

Espace civique ouvert

Organisations de jeunes et organisations féministes plus fortes

Justice fiscale et justice de la dette

Transition énergétique équitable

Commerce inclusif et équitable

Action humanitaire efficace

Triple nexus

Pouvoir humanitaire transformé

Mouvements féministes plus forts

Absence de violence

Accès aux services essentiels

RÉSULTATS

Gouvernance inclusive et redevable

Croissance inclusive et intelligente face au climat

Stabilité politique et sociale

Vies dignes pour les femmes et les filles

IMPACT

UNE AFRIQUE SANS INÉGALITÉS

PARTICIPATION, REDEVABILITÉ, RESPECT DES DROITS DES FEMMES ET DES JEUNES, RIEN SUR NOUS SANS NOUS



7.0

**NOS ACTIONS À VENIR
(NOS CINQ PILIERS)**



Envisager une Afrique dépourvue d'inégalités est une mission commune, où les communautés diverses et résilientes du continent sont les catalyseurs du changement. Au cours des six prochaines années, OïA se positionne comme un partenaire fiable, collaborant étroitement avec toutes les parties prenantes clés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique, pour lutter contre les injustices et promouvoir l'égalité.

Les piliers de la stratégie d'Oxfam en Afrique ont été soigneusement sélectionnés lors d'un processus global qui a pris en compte les besoins des populations africaines tout en tirant parti des capacités, de l'expérience et des enseignements tirés des précédentes plateformes régionales d'Oxfam, telles que HECA (Corne de l'Afrique, Afrique de l'Est et centrale), WAF (Afrique occidentale) et PAP (Programme panafricain), ainsi que des expériences et des attentes du cluster SAF (Afrique australe) et des bureaux pays. Cette approche est le fruit de la triangulation entre les réalités sur le terrain, le cadre stratégique mondial d'Oxfam 2020–2030 et les enseignements tirés de la feuille de route Horizon 2 d'Oxfam. En examinant les besoins des populations pauvres et marginalisées à travers le continent, OïA a reconnu que la résolution de problématiques systémiques telles que la pauvreté, les inégalités et la vulnérabilité nécessitait des piliers en phase avec les forces et l'expertise développées au fil des années de mobilisation en Afrique et qui répondent également aux besoins des populations africaines.

Cette stratégie sera mise en œuvre sous la forme d'activités qui concrétiseront les piliers et les objectifs stratégiques. Concernant les activités, chaque pilier et chaque pays où intervient OïA peuvent employer divers facilitateurs non traditionnels pour atteindre les objectifs stratégiques en lien avec la lutte contre les inégalités et la pauvreté. Il peut notamment s'agir d'un engagement sur les problématiques de la pauvreté urbaine, de la migration, du secteur privé et des entreprises sociales, en proposant des solutions novatrices qui répondent à des besoins spécifiques selon le contexte. Ces facilitateurs peuvent permettre à chaque pilier et pays d'adapter les interventions pour les rendre plus inclusives et plus pertinentes au niveau local.



Pour Seadiya Mohamed de Tigray (Éthiopie), la corvée d'eau s'effectue désormais sur des distances plus courtes après qu'Oxfam a soutenu la construction d'un point d'eau. *Crédit photo : Zerubabel Tore/Oxfam*



7.1 DES ÉCONOMIES JUSTES

Déclaration d'ambition: Une Afrique où les droits économiques des citoyen·nes (notamment les petites exploitations, les travailleurs et travailleuses et les communautés minières, avec un accent particulier sur les femmes, les filles et les jeunes) sont farouchement protégés et placés au premier plan sur l'ensemble du continent et où les entreprises doivent répondre de leur bonne gouvernance.



Des économies redevables et durables au service de la population africaine sont essentielles pour lutter contre les inégalités.

Domaines prioritaires

Systèmes alimentaires, souveraineté alimentaire, commerce et chaînes de valeur – Faire en sorte que les systèmes alimentaires, le commerce et l'industrie bénéficient à la population africaine.

OiA fera pression en faveur de la souveraineté alimentaire en s'attaquant aux multinationales qui confisquent les systèmes alimentaires pour réaliser des superprofits ; nous veillerons également à mettre l'accent sur la souveraineté alimentaire de l'Afrique, plutôt que sur la seule sécurité alimentaire. En collaboration avec nos entités et nos alliés africains, nous ferons campagne pour obtenir des investissements adéquats dans l'agriculture, conformément à la déclaration de Malabo dans laquelle les chef-fes d'État et de gouvernement africains se sont engagés à allouer au secteur agricole un minimum de 10 % de leurs budgets nationaux. Nous plaiderons également en faveur d'une meilleure inclusion petites exploitations dans les chaînes de valeur stratégiques et rentables. Oxfam tirera parti des progrès réalisés et des développements futurs dans le cadre de l'Accord de libre-échange continental africain pour promouvoir des chaînes de valeur agricoles plus inclusives afin de garantir que les femmes et les jeunes en bénéficient. Pour promouvoir la souveraineté alimentaire, nous remettrons en question la façon dont les organisations multilatérales façonnent leurs investissements. Nous soutiendrons le peuple africain dans la lutte contre l'accaparement endémique des terres par des entreprises et des gouvernements étrangers, les élites nationales et le secteur privé. Nous soutiendrons le développement et le renforcement des mouvements paysans et amplifierons leurs voix. Nous défendrons vigoureusement les droits des travailleurs et des travailleuses et soutiendrons une transformation radicale des pratiques des entreprises en faveur d'avantages équitables, inclusifs et progressistes.

Ressources naturelles et transition énergétique juste – Promouvoir la justice en matière de ressources naturelles et assurer un partage équitable des revenus et des avantages.

Oxfam et ses partenaires sont inflexibles dans leur lutte contre les inégalités induites par les industries extractives, exigeant ni plus ni moins qu'une réforme des politiques et des pratiques en faveur d'un partage équitable des revenus et des avantages découlant des ressources naturelles. OiA aidera les groupes de réflexion africains à mener des recherches et des analyses sectorielles dans le secteur des ressources naturelles, qui seront utilisées pour remettre en question les politiques gouvernementales et promouvoir la participation du plus grand nombre dans le secteur. Nous amplifierons la voix de nos partenaires et alliés en nous mobilisant en faveur de changements politiques qui privilégient les besoins et les droits des communautés locales et des populations autochtones dans les décisions relatives aux terres et aux ressources dans le contexte de la transition énergétique. Nous nous attacherons également à donner aux populations locales les moyens de défendre leurs terres, leurs ressources en eau et leur environnement, et à plaider pour une indemnisation équitable ainsi que pour un consentement libre, préalable et éclairé. OiA profitera de réunions stratégiques comme le forum annuel Alternative Mining Indaba, la Semaine du pétrole en Afrique et d'autres plateformes nationales, continentales et mondiales pour plaider en faveur de changements radicaux pour l'adoption de pratiques inclusives et durables. Nous donnerons aux communautés locales et aux peuples autochtones les moyens de retrouver la place qui leur revient au premier plan des processus décisionnels.

À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?

- Adoption et mise en œuvre de politiques agricoles et commerciales équitables et progressistes qui favorisent les petites exploitations, les femmes, les jeunes, les communautés autochtones et d'autres groupes vulnérables.
- Meilleurs revenus tirés des ressources naturelles et meilleur partage des avantages au profit des investissements dans l'éducation, les soins de santé et la protection sociale.
- Politiques progressistes régissant les ressources naturelles, axées sur des solutions durables au service de la justice énergétique, climatique et de genre, et qui demandent des comptes aux entreprises et aux gouvernements.



Leticia fait sécher ses fèves sur les tables de séchage traditionnelles de son exploitation. Cette ghanéenne autodidacte gère à elle seule sa propre chaîne de valeur de chocolat. *Crédit photo : Nana Kofi Acquah/Oxfam*



7.2 GOUVERNANCE REDEVABLE ET INCLUSIVE

Déclaration d'ambition: Une Afrique où les systèmes de gouvernance sont inclusifs, transparents et redevables envers les populations, protégeant et faisant progresser les droits humains, les valeurs démocratiques et la durabilité environnementale sur.



Il est essentiel d'avoir des systèmes de gouvernance redevables et inclusifs qui protègent les droits humains, les valeurs démocratiques et notre planète.

Domaines prioritaires

Espaces civiques – Promouvoir des démocraties redevables, justes et inclusives, régies par l'État de droit, dans lesquelles les droits fondamentaux sont protégés et promus.

OiA et ses partenaires défendront et soutiendront vigoureusement le droit fondamental à la liberté d'expression et d'association. Nous lutterons sans relâche contre la corruption, nous nous opposerons à toute tentative de suppression des espaces civiques et contesterons les abus de pouvoir constitutionnel et politique, notamment la suppression et la réduction des droits des femmes, des travailleurs et des travailleuses, en veillant à demander des comptes aux personnes responsables. À cette fin, OiA soutiendra toutes les entités d'Oxfam sur le continent africain, les syndicats, les organisations et mouvements féministes et de femmes, ainsi que les partenaires locaux (y compris les médias) de sorte à faire campagne en faveur de la liberté d'expression et à promouvoir l'inclusion dans les espaces de prise de décision et les efforts visant à demander des comptes aux gouvernements. Au besoin, OiA plaidera auprès des gouvernements, de l'UA et des communautés économiques régionales pour que les droits démocratiques soient protégés.

Services publics redevables – Services publics redevables – Faire campagne pour des services publics accessibles et de qualité, y compris les soins de santé, la protection sociale et l'éducation pour tou·tes, afin de lutter contre les inégalités et de promouvoir une société et un développement inclusifs.

En collaboration avec ses partenaires, OiA plaidera pour un investissement accru dans les services de base, en mettant l'accent sur les soins de santé, la protection sociale et une éducation de qualité, conformément au plan d'action de Lagos. Nous encouragerons et soutiendrons l'intégration des droits numériques et l'utilisation de technologies dans les systèmes d'éducation publics et soutiendrons les initiatives encourageant le maintien des filles à l'école. Nous contesterons la privatisation des services de base et les initiatives macroéconomiques qui réduisent les investissements dans les services publics de base et la protection sociale. En collaboration avec toutes les entités d'Oxfam sur le continent africain et d'autres alliés, notamment le monde universitaire, les mouvements syndicaux et les médias, nous plaiderons en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration d'Abuja sur la santé, qui fixe comme objectif d'investir 15 % des budgets nationaux dans les soins de santé et 20 % dans l'éducation. Nous encouragerons également la société civile locale à s'engager dans les processus de suivi budgétaire afin de demander des comptes aux gouvernements.

Justice fiscale et soutenabilité de la dette – Promouvoir des systèmes fiscaux équitables qui soutiennent une fiscalité progressive et le partage des revenus et des avantages tirés des ressources naturelles, et qui luttent contre les flux financiers illicites et les autres actions qui contribuent à accroître les inégalités.

Notre mission est d'exposer l'écrasant fardeau de la dette africaine, de mettre en évidence

ses impacts et d'exiger un front uni sur l'allègement de la dette. Nous remettons activement en question le statu quo sur les marchés financiers africains, en nous concentrant sur les principaux créanciers : les gouvernements du G20, les IFI comme le FMI et la Banque mondiale, et le secteur croissant de la dette commerciale. Oxfam se rapprochera des principaux réseaux de la société civile sur le continent, comme l'African Sovereign Debt Justice Network, Tax Justice Network Africa et l'African Forum and Network on Debt and Development, et tissera des partenariats avec eux pour lutter contre les pratiques de planification fiscale agressive des grandes entreprises et des multinationales. En collaboration avec ses entités, OiA lancera des campagnes pour mettre en lumière les charges fiscales nationales de chaque pays et leurs répercussions sur les dépenses publiques. OiA aidera les bureaux pays, les clusters et les partenaires locaux à plaider en faveur de lois fiscales transparentes et de pratiques fiscales redevables qui luttent contre l'évasion fiscale et promeuvent des politiques fiscales équitables.

Organisations de jeunes et mouvements sociaux – Promouvoir le partage réciproque de la capacité des organisations de jeunes et autres mouvements sociaux en soutenant leur lutte pour agir librement et s'engager dans leur propre gouvernance.

OiA consacrera des ressources à la création de mouvements de jeunes, de mouvements syndicaux et d'autres mouvements à travers le continent, en soutenant le partage de connaissances entre les régions et le renforcement des réseaux de soutien. Nous utiliserons nos connexions mondiales pour ouvrir des espaces afin que les mouvements s'engagent aux niveaux continental et mondial. En collaboration avec les syndicats africains, les bureaux pays, les clusters et les affiliés africains, nous nous concentrerons sur la construction d'un mouvement continental autonome qui s'auto-valorise.

À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?

- Adoption et mise en œuvre progressive d'une nouvelle convention fiscale internationale sous l'impulsion des états africains et des organisations de la société civile.
- Multiplication des politiques nationales et renforcement des lois sur l'évasion fiscale et la justice fiscale sur le continent africain.
- Réduction du fardeau de la dette pour plusieurs pays africains.
- Toutes les entités d'Oxfam sur le continent africain et tous les partenaires locaux sont en mesure de faire campagne et de devenir des acteurs clés sur les problématiques de justice de

la dette au niveau national. Un plus grand nombre de citoyen·nes s'organisent en mouvements efficaces contre l'autocratie, la mainmise d'une élite sur l'État et la privatisation des services essentiels, pour faire valoir les droits, lutter contre les injustices et promouvoir la redevabilité.

- Transparence et redevabilité accrues dans la gouvernance, comme en témoigne le renforcement de l'indépendance et des capacités de certains organes démocratiques, économiques, sociaux et de défense des droits humains et d'institutions juridiques.
- Renforcement des organisations de jeunes, des mouvements syndicaux et d'autres mouvements coordonnés et autonomes à travers le continent.
- Intensification des investissements dans les services essentiels, en particulier les soins de santé, la protection sociale et l'éducation.
- Davantage de services publics assurés par l'État, en particulier l'éducation et les soins de santé.
- Intégration efficace des recommandations formulées par les organisations de la société civile lors de l'Examen périodique universel du Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.



À Dotche Malam (Niger), les filles de Ramatou Adamou prennent place à l'ombre avec leurs livres d'école, sourire aux lèvres. Bien qu'elle n'ait pas eu l'opportunité d'aller à l'école, Ramatou encourage ses enfants à étudier, à acquérir des connaissances et à réussir leur vie.
Crédit photo : Ibrahim Ousmane/Oxfam



7.3 JUSTICE CLIMATIQUE



Déclaration d'ambition: Une Afrique qui affronte courageusement les risques climatiques auxquels elle est confrontée, en tirant parti de la force de sa population diversifiée et de la richesse de ses ressources pour se forger un avenir durable.

La justice climatique est au centre des solutions durables et résilientes pour protéger la vie et les moyens de subsistance.

Domaines prioritaires

Produits du savoir africain – Comblent les lacunes en matière de connaissances sur le climat.

OiA comblera les lacunes en matière de données dans les études climatiques en promouvant un savoir local. Reconnaisant que les études disponibles émanent principalement des pays du Nord, l'initiative vise à libérer les perspectives africaines pour influencer les décisions climatiques mondiales. Cet effort souligne l'engagement à défendre l'inclusivité et à s'assurer que les défis propres au contexte africain sont mis en avant dans le discours sur le climat dans le monde.

Changement politique – Promouvoir une action climatique inclusive en Afrique.

Il existe un décalage notable entre les communautés, les organisations de la société civile et les décideurs. Oxfam et ses partenaires prôneront une approche transformatrice, en établissant une plateforme de communication directe entre les communautés autochtones et les responsables de l'élaboration des politiques. Cette approche permet une participation active à la conception des politiques et aux stratégies d'influence, en remettant en question les normes existantes. OiA s'impliquera auprès des communautés, des gouvernements, des communautés économiques régionales et de l'UA pour étayer une justification fondée sur l'inclusivité et l'harmonisation pour une justice climatique efficace.

Renforcement de la résilience locale et adaptation au changement climatique – Aider les communautés africaines à s'adapter au changement climatique.

OiA accordera une priorité stratégique à l'autonomisation des communautés locales pour qu'elles puissent développer leurs propres réponses à la crise climatique, en tenant compte des défis croisés que constituent les incidents météorologiques, les fluctuations des marchés agricoles et les intérêts des secteurs public et privé. Grâce à des programmes ciblés de reboisement et d'éducation sur le climat, nous chercherons à autonomiser les communautés locales en soutenant la résilience et l'adaptation. En mettant l'accent sur l'expertise locale et le leadership des femmes, nous collaborerons avec divers partenaires pour mettre en œuvre des solutions qui englobent l'agriculture résiliente au climat, la gestion durable de l'eau et la réduction des risques de catastrophe.

Amplification des voix africaines – Plaider pour le financement climat, la justice et l'équité mondiale.

OiA et ses partenaires plaideront pour un financement climat pour l'Afrique plus

féministe et davantage axé sur les droits humains, en s'attaquant au fardeau pesant de manière disproportionnée sur le continent. Nous mettrons en lumière la politisation du financement climat, dominé par les pays du Nord, et nous exhorterons les responsables à rendre des comptes. Nous encouragerons un mouvement climatique robuste en Afrique, en soutenant l'engagement à différents niveaux, y compris sur la scène internationale. Nous conforterons la présence et la voix de l'Afrique dans le monde, et plaiderons pour des politiques climatiques équitables qui s'attaquent aux disparités sociales et économiques, en ancrant nos arguments dans la réflexion féministe et la décolonisation. En tant qu'organisateur, nous amplifierons les messages des groupes marginalisés, notamment les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

En s'appuyant sur le plaidoyer en faveur d'un financement climat féministe, il est essentiel de reconnaître les responsabilités historiques des pays du Nord dans le contexte du changement climatique. L'industrialisation et la croissance économique des pays du Nord reposent largement sur des activités à forte intensité de carbone qui contribuent de manière disproportionnée à la crise climatique. Alors qu'elle contribue le moins aux émissions mondiales, l'Afrique est confrontée à certains des impacts les plus graves du changement climatique. Le principe de justice climatique doit remédier à ces déséquilibres historiques en faisant porter la plus grande responsabilité du financement des efforts d'adaptation et d'atténuation dans les pays du Sud au pays qui sont les plus responsables du changement climatique. OiA plaidera en faveur de la redevabilité des pays du Nord, qui doivent respecter leurs engagements en matière de financement climat et assumer leur rôle historique dans la perpétuation des injustices environnementales.

À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?

- Les débats politiques et les décisions prises par les responsables de l'élaboration des politiques sur le changement climatique s'articulent autour d'une transition juste, équitable et féministe.
- Un financement climat accru, accessible, centré sur l'humain et prévisible.
- De nouvelles recherches et données sur les réponses africaines et les impacts du changement climatique servent de catalyseur pour intensifier l'accès équitable aux énergies renouvelables produites de manière responsable et accélérer l'abandon progressif des énergies fossiles, selon un processus équitable et financé.
- Émergence et renforcement des mouvements intersectionnels qui influencent et plaident pour la justice climatique sur le continent. Amélioration de la productivité et des revenus agricoles durables et résilients au changement climatique.



Un groupe d'éleveurs et d'éleveuses arrivent avec leur bétail dans la communauté de Sincaro (Somalie), où Oxfam a construit un système d'approvisionnement en eau pour la population et les animaux. Sincaro se trouve sur un axe de transhumance stratégique. *Crédit photo : Pablo Tosco/Oxfam Intermón*



7.4 JUSTICE DE GENRE



Déclaration d'ambition : Un continent où l'on vit à l'abri des injustices de genre, où les femmes et les filles revendiquent leurs droits et vivent dans la dignité.

Une vie digne, exempte de discrimination et de violences basées sur le genre, est un droit humain

fondamental qui sous-tend le progrès humain et l'égalité. La réalisation et la protection de l'égalité des droits des femmes doivent être considérées comme essentielles pour atteindre tous les autres objectifs en matière de développement humain et de justice sociale. Les droits des femmes ne sont pas seulement une question d'équité, mais une condition préalable à un progrès durable dans les domaines économique, politique et social. Ainsi, l'égalité des droits des femmes est le fondement sur lequel reposent les sociétés inclusives, résilientes et justes. Elle constitue à ce titre un axe prioritaire de la présente stratégie.

Domaines prioritaires

Violences structurelles et systémiques basées sur le genre – Violences structurelles et systémiques basées sur le genre – Veiller à ce que les communautés en Afrique soient plus sûres et exemptes de violence patriarcale et structurelle, de discrimination, de préjugés, de lois nuisibles et de mouvements anti-droits ciblant les femmes et les filles.

OiA plaidera en faveur de la formulation et de la mise en œuvre de politiques et de pratiques transformatrices en matière de genre aux niveaux national et régional, notamment en soutenant les entités d'Oxfam sur le continent africain pour faire progresser le plaidoyer politique au niveau national. Nous engagerons le secteur privé et les IFI à élaborer des stratégies et des initiatives en faveur de l'égalité de genre. OiA s'attachera également à remettre en cause et à faire évoluer les attitudes, normes et systèmes de croyances préjudiciables qui accroissent les abus et maintiennent les femmes dans l'insécurité, la pauvreté et la marginalisation. Les stratégies passeront notamment par l'engagement des hommes et des garçons à changer les normes patriarcales et à contrer les récits des mouvements numériques anti-droits qui perpétuent la violence à l'égard des femmes.

Avec nos partenaires, nous soutiendrons, façonnerons et influencerons le développement des politiques de l'UA, ainsi que leur registre lexical. Nous mobiliserons le mécanisme de défense des droits humains et le mécanisme spécial de l'ONU et de l'UA pour suivre la mise en œuvre par les États membres des cadres juridiques tels que le protocole de Maputo. Dans nos programmes, nous nous assurerons que les auteur·es de violences basées sur le genre répondent de leurs actes et veillerons à ce que les personnes ayant été confrontées à des violences aient accès à des services et à une assistance de qualité.

Leadership transformatif féministe – Promouvoir des mouvements féministes/de défense des droits des femmes plus inclusifs, sûrs, dynamiques et dotés de ressources, ainsi qu'un espace civique pour l'action féministe qui garantit un engagement significatif de toutes les personnes. OiA fournira des ressources, appuiera et galvanisera les organisations et mouvements féministes pour l'égalité des droits des femmes afin de soutenir, façonner et influencer les politiques transformatrices en matière de genre aux niveaux national, régional et mondial. Nous leur apporterons notre soutien, apprendrons d'eux et amplifierons leur capacité d'action et porterons leurs voix dans tout ce que nous entreprenons, que ce soit en ligne ou hors ligne. Nous contribuerons également aux récits politiques et nous les façonnerons et les influencerons en collaboration avec divers partenaires et mouvements au sein des plateformes continentales et mondiales. Nous nous engagerons dans la recherche et l'apprentissage féministes en produisant des notes d'orientation et des notes d'analyse d'expert·es. Nous soutiendrons en outre l'inclusion du contexte africain dans les recherches de la confédération Oxfam.

OiA soutiendra également les organisations féministes pour défendre l'espace civique dans lequel elles peuvent opérer et être protégées des violentes réactions anti-droits.

Soins et justice de genre sur le plan économique – Développer des modèles économiques alternatifs féministes qui tiennent compte des soins et favorisent l'équité et le bien-être pour tou-ttes afin de remplacer les modèles patriarcaux, néolibéraux et extractifs actuels.

OiA amplifiera les alternatives et les récits féministes dans les domaines thématiques clés, y compris les soins, la justice fiscale et la justice climatique, à travers des dialogues et des panels d'expert-es. Nous poursuivrons notre engagement avec la Banque mondiale sur la politique de soins et la justice de genre, ainsi qu'avec d'autres plateformes locales où le dialogue est en cours. Nous profiterons de l'occasion offerte par l'intérêt que porte actuellement la Banque africaine de développement au travail d'Oxfam sur les soins, et nous mettrons en avant [le baromètre de la sensibilité aux questions du soin](#).

Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) – Veiller à ce que la santé et les droits sexuels et reproductifs soient garantis, accessibles et respectés sur tout le continent.

En travaillant avec des organisations féministes sur l'ensemble du continent, OiA contribuera à modifier les normes sociales en matière de SDRS, en vue d'accroître la capacité d'action et le bien-être des femmes et des filles, ainsi que la liberté de disposer de leur corps. Nous nous efforcerons également de promouvoir une attitude positive et respectueuse à l'égard de la sexualité et des relations sexuelles, et plaiderons pour des investissements suffisants dans les services de santé sexuelle et reproductive.

À quoi ressemblera le succès à l'horizon 2030 ?

- La ratification, la transposition dans le droit national et la mise en œuvre du protocole de Maputo occupent le devant de la scène dans la plupart des pays africains. Des campagnes continentales et nationales encouragent la reconnaissance, la réduction et la redistribution du travail de soin et du travail domestique non rémunérés. Oxfam rejoint des coalitions continentales dotées de ressources suffisantes qui militent activement pour le démantèlement des normes et pratiques patriarcales.
- OiA et ses alliés apportent des contributions clés à l'examen du Programme d'action de Beijing 30 ans après sa mise en place et à d'autres processus déterminants en matière d'égalité de genre. Application rigoureuse d'une perspective de genre à l'ensemble des processus et politiques internes.



7.5 ACTION HUMANITAIRE



Déclaration d'ambition : Une action humanitaire qui s'attaque aux causes profondes et permet aux personnes touchées de prendre le leadership pour obtenir des résultats durables et reconstruire leur vie.

Une approche en triple nexus qui relie l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix dans l'ensemble de la programmation et du travail d'influence est fondamentale pour parvenir à des solutions durables dans les situations de crise.

Domaines prioritaires

Intervention humanitaire efficace, innovante et fondée sur des principes – Intervention humanitaire efficace, innovante et fondée sur des principes – Intervenir rapidement et avec des ressources suffisantes en cas de crise.

La sécurité alimentaire en situation d'urgence, l'eau, l'assainissement et l'hygiène et la protection restent au cœur des interventions d'Oxfam. Oxfam aidera ses partenaires à mobiliser des ressources pour l'action tout en contestant les décisions susceptibles de limiter l'accès au financement, en diversifiant les sources de financement, en plaidant en faveur d'un financement pluriannuel et en veillant à ce que les acteurs locaux bénéficient d'un financement adéquat. Nous encouragerons et améliorerons également le partage des connaissances entre les régions et les pays, en promouvant l'innovation, en investissant dans l'apprentissage entre pairs et en surveillant nos approches à l'aune des principes féministes. L'innovation sera essentielle, et nous explorerons l'utilisation de la technologie pour soutenir des interventions humanitaires efficaces. Parmi les alliés importants sur le continent africain (au-delà des principales ONG internationales) figurent le réseau Africa START et le réseau des organisations humanitaires d'Afrique (AHON) nouvellement créé, dont Oxfam fait déjà partie du leadership, ainsi que plusieurs agences des Nations Unies, les communautés économiques régionales et d'autres organismes régionaux.

Préparation – Préparation – Assurer des plans de préparation efficaces et dotés de ressources suffisantes dans tous les programmes.

OiA veillera à ce que les bureaux pays/clusters et les partenaires, ainsi que les affiliés africains, disposent des ressources nécessaires pour s'engager dans des activités de préparation telles que l'analyse de l'horizon, l'analyse des risques et la planification des interventions d'urgence. Nous collaborerons avec les communautés et les parties prenantes locales pour évaluer les risques liés au climat en vue de leur inclusion dans les plans de préparation, et nous inciterons les bailleurs à inclure la préparation dans leur financement. OiA procédera à un examen systémique des mécanismes de prise de décision, des protocoles, des procédures et de la redevabilité, en appliquant un prisme décolonial et en investissant dans les domaines qui nécessitent des améliorations. Nous chercherons également à accroître les investissements dans les mécanismes d'action anticipée, en les reliant aux mécanismes de protection sociale.

Lier les interventions humanitaires à l'impact à plus long terme – Veiller à ce que les avantages des interventions humanitaires soient durables et à ce que les populations vivent mieux.

OiA privilégiera la réalisation d'analyses contextuelles plus robustes. Celles-ci intégreront des perspectives sur les rapports de force et l'égalité de genre, en mettant l'accent sur les besoins des communautés. En collaborant avec des acteurs locaux tels que les ONG, les organismes académiques et le secteur privé, nous chercherons à améliorer la qualité de nos analyses pour assurer l'efficacité durable de nos interventions. Selon une perspective systémique, nous alignerons nos efforts humanitaires autour d'actions complémentaires pour nous attaquer aux causes profondes des crises. Nous mettrons l'accent sur le renforcement des institutions, y compris locales, ainsi que sur les systèmes et les capacités nécessaires pour identifier des solutions durables.

Transformer les systèmes de pouvoir – Transformer les systèmes de pouvoir – Assurer la transformation des systèmes et des processus humanitaires, tant internes qu’externes, pour parvenir à une action humanitaire équitable, juste et efficace.

OiA s’engage à jouer un rôle de premier plan dans la transformation des systèmes humanitaires pour les rendre plus efficaces, en créant des espaces pour explorer et remettre en question notre réflexion et notre culture internes, et en développant une vision et une compréhension communes de la valeur ajoutée d’Oxfam dans le travail humanitaire décolonisé, tout en veillant à ne pas nuire. En interne, nous nous concentrerons sur la transformation des systèmes internes, en particulier de nos systèmes opérationnels, afin de gagner en agilité dans le soutien au travail humanitaire. Nous défendrons les interventions dirigées localement et nous nous élèverons contre l’amenuisement de l’espace humanitaire et civique. Nous composerons par ailleurs avec la sécurisation de l’aide et les doubles standards. En externe, nous remettons en question les rapports de force oppressifs et injustes, nous promouvons une approche féministe et mettrons l’accent sur l’égalité de genre. Nous défendrons et investirons dans le leadership local, et nous respecterons les connaissances et le leadership locaux pour la valeur qu’ils apportent.

À quoi ressemblera le succès à l’horizon 2030 ?

- L’intervention humanitaire d’Oxfam contribue à la réalisation de l’égalité des droits pour les femmes.
- Oxfam réagit rapidement et à grande échelle à la détérioration des indicateurs humanitaires fondés sur le droit international en matière de droits humains, ainsi que sur le droit des personnes réfugiées et le droit humanitaire.
- Oxfam fait preuve d’une approche de programmation sûre et conforme au principe « ne pas nuire » dans toutes ses interventions.
- Les efforts humanitaires, de développement et de consolidation de la paix d’Oxfam sont alignés sur l’autonomisation, le leadership et la capacité d’action des femmes.
- Toutes les interventions directes d’Oxfam complètent et soutiennent les systèmes nationaux et locaux dans l’action humanitaire, plutôt que de se substituer aux capacités existantes.
- Des fonds accrus, souples et facilement disponibles peuvent être débloqués en temps opportun pour sauver des vies.
- Le financement bilatéral et multilatéral soutient les efforts de localisation et le nombre d’approches en triple nexus a considérablement augmenté.

- Oxfam joue un rôle de premier plan dans le renforcement du leadership humanitaire local grâce à une mise en œuvre menée par des partenaires locaux, en soutenant les réseaux humanitaires africains et les organisations telles que l'AHON, et en mettant des fonds d'intervention d'urgence rapide à la disposition des organisations de la société civile. Oxfam se positionne ainsi comme une voix majeure pour la concrétisation de la localisation sur le continent.



Asia*, une personne réfugiée, se lave les mains à une installation WASH soutenue par Oxfam au centre de transit de Renk, au Soudan du Sud. Crédit photo : Peter Caton/Oxfam *Le nom a été modifié conformément aux directives de contenu éthique d'Oxfam.

7.6 PERSPECTIVES TRANSVERSALES

Nous approuvons le cadre stratégique mondial d'Oxfam selon lequel notre façon de travailler est aussi importante que ce sur quoi nous travaillons. Changer la façon dont nous faisons ce que nous faisons nous rendra plus pertinent-es et plus efficaces sur le continent africain, conformément aux attentes des partenaires et alliés africains. Les perspectives suivantes sont transversales à l'ensemble de notre travail, et nous les appliquerons systématiquement pour nous assurer qu'elles éclairent chacune de nos actions.

Décolonisation

Les systèmes économiques, politiques, culturels et de connaissance actuellement en place sur l'ensemble du continent africain sont l'héritage des puissances coloniales. Omniprésents en Afrique, les systèmes mondiaux renforcent les relations de pouvoir patriarcales, racistes et basées sur l'exploitation, ce qui alimente et entretient les inégalités systémiques. Les relations commerciales, politiques et d'aide perpétuent la concentration du pouvoir dans les pays du Nord.

Application : Oxfam s'attache à décoloniser tous les aspects de son travail en inscrivant cette démarche dans un processus décolonial plus vaste qui est indispensable pour lutter contre les inégalités mondiales et locales. Dans le cadre de ces efforts, OïA visera l'égalité dans les partenariats et s'emploiera à refondre les pratiques de financement, une tâche cruciale. Nous nous attaquerons à l'utilisation du langage, aux pratiques de recrutement et à la transparence en matière d'information financière. En outre, nous continuerons à repousser les limites au sein d'Oxfam pour promouvoir une répartition égalitaire du pouvoir dans la prise de décision et cesserons de braquer les projecteurs exclusivement sur les pratiques des pays du Nord. Cela implique l'accueil de nouvelles formes de méthodologies autochtones, telles que la narration et les traditions orales, et d'autres connaissances pour jouer un rôle de premier plan. En tant qu'organisation, et en particulier dans son rôle d'ONG internationale, Oxfam s'engage à agir prudemment pour éviter de perpétuer les structures de pouvoir existantes, et à utiliser le prisme de la décolonisation combiné à ses autres approches pour veiller à ne pas renforcer les structures de pouvoir. Oxfam visera à devenir une voix forte sur le continent pour le transfert du pouvoir en termes d'aide humanitaire et de coopération au développement. En tant que voix africaine, Oxfam fera pression en faveur d'actions et de changements réels au sein du mouvement de décolonisation, loin du simple débat et de l'inaction.

Approche féministe

Les structures patriarcales oppriment les femmes et les filles dans divers espaces de la société. Ces structures, conjuguées à des rapports de force inégaux, font que les femmes et les filles constituent la majorité des personnes vivant dans la pauvreté. Dans les sociétés patriarcales, les hommes détiennent l'autorité et définissent les rôles de genre, conduisant souvent à l'assujettissement des femmes.

Application : l'approche féministe d'Oxfam contrecarre ce déséquilibre en utilisant ses principes féministes fondamentaux. En Afrique, Oxfam tiendra bien compte de la nature complexe des rapports de force et l'intégrera dans sa planification. Étant donné la prévalence des masculinités oppressives, il est nécessaire d'engager les garçons et les hommes à remettre en question et à transformer ces valeurs néfastes qui perpétuent les inégalités de genre et la violence. A minima, notre objectif est de garantir l'égalité juridique entre les femmes et les hommes. Dans notre travail, nous nous engageons à enquêter sur tous les types de discrimination, d'injustice et de violation des droits des femmes et des filles, et à y remédier. Nous nous efforcerons de mettre en œuvre une perspective féministe dans nos pratiques en matière d'embauche et veillerons à ce que nos procédures de programme tiennent compte de la dimension de genre.

Respect des droits numériques

Le paysage numérique est en pleine croissance en Afrique. L'Afrique est le continent comptant le plus de personnes au monde à accéder à Internet via leur téléphone portable. Cela représente un énorme potentiel pour l'Afrique de réduire les inégalités et de faciliter l'accès aux services essentiels. Toutefois, les inégalités en matière d'accès numérique et l'utilisation abusive des technologies numériques exacerbent les inégalités et la discrimination.

Application : l'engagement d'Oxfam à défendre les droits numériques en Afrique s'inscrit dans le contexte des technologies de l'information et de la communication pour le développement (ICT4D), car nous pensons que cela favorise le militantisme parmi les citoyen·nes et facilite et sécurise la prestation de l'aide sociale et humanitaire. Notre objectif est d'assurer un accès équitable et abordable à l'infrastructure numérique, aux outils et aux espaces en ligne, et de jouer un rôle central dans l'expansion et l'exploitation des espaces numériques, en travaillant avec de jeunes militant·es numériques féministes.

Le pouvoir de l'humain

Les structures économiques et politiques peuvent être utilisées pour contrôler le pouvoir et étouffer les voix des gens ordinaires. Il en va de même pour l'aide au développement et l'aide humanitaire ; le pouvoir des acteurs des pays du Nord l'emporte sur les voix et les besoins des personnes les plus touchées par les inégalités et la pauvreté. Même s'il existe de fortes traditions de pouvoir populaire et d'approches participatives sur le continent africain, celles-ci sont souvent éclipsées et ignorées par les systèmes de pouvoir politique et économique dominants.

Application : en Afrique, le rôle d'Oxfam, qui consiste à travailler avec les communautés marginalisées et à amplifier leur voix, sera un élément clé pour faire évoluer les rapports de force. Avec nos partenaires, nous remettons en cause les élites politiques et économiques qui détiennent un pouvoir visible et invisible dans de nombreux pays du continent. Par ailleurs, Oxfam utilisera son pouvoir et ses privilèges pour ouvrir des espaces d'engagement avec ces élites. Il est essentiel de soutenir les initiatives locales et d'encourager les réseaux sur le terrain pour autonomiser les communautés. Nous nous engageons à soutenir et à épauler celles et ceux qui luttent contre l'exclusion, l'exploitation, la pauvreté et les crises. Nous fournirons une assistance directe si nécessaire et collaborerons avec ces personnes pour mettre en œuvre des changements positifs, y compris en défendant leurs droits. En outre, nous investirons dans le leadership, l'indépendance et l'autonomisation des jeunes.

Penser et agir aux niveaux local et mondial

Les structures de pouvoir et les personnes qui détiennent le pouvoir sont également à l'œuvre aux niveaux local, régional et mondial. Ces structures de pouvoir sont entrelacées et se renforcent mutuellement. Remettre en question des structures de pouvoir complexes, multiniveaux et multisectorielles exige de bâtir des coalitions qui tirent la même force de leurs niveaux respectifs – local, régional et mondial.

Application : OiA deviendra un intermédiaire plus fort pour amplifier la voix des acteurs locaux dans les campagnes et les plaidoyers à l'échelle du continent et du monde, ainsi que pour faire le lien entre connaissances locales et débats internationaux. Cela est encore plus important lorsqu'il s'agit de relever des défis mondiaux plus vastes comme l'égalité de genre, la dette et le changement climatique.

Approche systémique

Le pouvoir qui perpétue la pauvreté et l'injustice s'inscrit dans des systèmes coloniaux, patriarcaux, élitistes ou autres. L'Afrique ne fait pas exception. Pour mettre en œuvre un changement significatif et durable et retirer le pouvoir des mains des personnes qui le détiennent actuellement, il est impératif de transformer les systèmes eux-mêmes.

Application : les problèmes systémiques appellent des solutions systémiques. C'est pourquoi Oxfam poursuivra l'égalité systémique. Cela vaut également pour l'Afrique, où les systèmes sont ancrés dans des sociétés aux multiples facettes, et où des approches à plusieurs volets sont nécessaires pour s'attaquer aux systèmes caractérisés par les inégalités, l'injustice et la discrimination. Oxfam s'engage en faveur d'analyses et de changements systémiques qui nécessitent une implication de chaque instant, sur le long terme. Le pouvoir de l'apprentissage collectif et de la connaissance est un moteur décisif pour changer les systèmes. En Afrique, Oxfam créera des plateformes pour permettre l'apprentissage collectif au-delà des frontières géographiques et des barrières linguistiques.

Mise en œuvre de la stratégie

La stratégie d'Oxfam sera mise en œuvre au moyen de documents détaillés sur les programmes pour chaque pilier, de stratégies par pays et de fonctions d'appui essentielles. Pour chaque pilier, des documents de programme spécifiques décriront les objectifs, les méthodes et les résultats escomptés. Les stratégies pays mettront ces piliers en contexte, en veillant à ce qu'ils soient alignés sur les réalités et les besoins locaux. En outre, des fonctions d'appui essentielles telles que les ressources humaines, les opérations et le suivi et l'évaluation élaboreront des approches pertinentes pour fournir l'infrastructure nécessaire à l'exécution efficace des programmes. Une approche de partenariat sera également développée pour s'assurer que les collaborations avec les organisations locales, les organismes gouvernementaux et les autres intervenants sont conformes aux objectifs de la stratégie.

Outre la mise en œuvre de la stratégie par le biais des documents sur les programmes pour chaque pilier, des stratégies pays et des fonctions d'appui, Oxfam collaborera étroitement avec les affiliés africains et le cluster Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) sur l'influence régionale panafricaine. Ce partenariat se concentrera sur des priorités communes, en veillant à ce que les efforts de plaidoyer régionaux soient cohérents et aient un impact. Oxfam continuera d'échanger avec les affiliés africains pour tirer parti de leur expertise et de leurs réseaux afin d'amplifier les efforts visant à lutter contre les inégalités et la pauvreté. Ces collaborations amélioreront l'apprentissage interrégional, renforceront le travail collectif de plaidoyer d'Oxfam et garantiront que la stratégie reflète une approche unifiée pour influencer les politiques et le changement structurel aux niveaux régional et continental.



Bénévoles portant des slogans et défilant devant des voitures arrêtées aux feux de circulation lors de la Caravane de la marche mondiale pour le climat le 13 octobre 2022 à Allen Junction, Ikeja, dans l'État de Lagos au Nigeria. *Crédit photo : Taiwo Aina/Oxfam*



8.0

IMPLICATIONS DE CETTE STRATÉGIE POUR OXFAM EN AFRIQUE



L'approbation de cette stratégie aura des implications pour le fonctionnement d'OiA et ses relations internes. La réalisation des ambitions de la stratégie nécessitera en outre des ajustements et des changements au sein de l'organisation. Dans le même temps, il est important de noter que de nombreux volets de la stratégie s'appuient sur le travail existant, qu'il faudra peut-être amplifier, rationaliser et consolider.

Réformer nos méthodes de travail

La diversité d'OiA est en soi un atout pour la mise en œuvre de cette stratégie. Pour les différentes entités qui composent OiA, cela va au-delà du simple alignement des stratégies : il faut mettre en œuvre des aspects spécifiques de la stratégie, en s'appuyant sur leurs propres forces pour un impact maximal.

Notre ambition est qu'Oxfam en Afrique :

- soit influente, et mette en lien les structures nationales, régionales et continentales avec les différentes parties d'Oxfam International et de la confédération ;
- renforce la participation de l'Afrique pour éclairer les processus d'Oxfam International ;
- contribue efficacement aux campagnes mondiales d'Oxfam ;
- tisse des relations percutantes et mutuellement bénéfiques avec les affiliés ;
- soit déterminée à tisser de nouvelles relations avec les partenaires africains et à occuper la place qui lui revient en tant qu'ONGI.

Pour réaliser cette ambition, OiA devra s'attacher à identifier les positions avantageuses parmi ses différentes entités (comme la position d'Oxfam Afrique du Sud auprès des BRICS et du G20, ou la position du cluster Afrique australe auprès de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)) et les mettre à profit pour accroître le bénéfice du programme. Pour plus de clarté opérationnelle, une matrice de responsabilités sera élaborée, puis révisée régulièrement dans le cadre du plan opérationnel annuel ou des stratégies/plans de campagne spécifiques.

Systèmes et processus

Oxfam a continué d'évoluer et de réformer son approche de la programmation, mais les systèmes opérationnels n'ont pas suivi le rythme. L'initiative actuelle de transformation du système opérationnel (TBS) est essentielle au bon fonctionnement d'OiA et du reste de la confédération. OiA soutiendra la transformation des systèmes opérationnels au sein d'Oxfam pour atteindre l'excellence opérationnelle et contribuer à des systèmes et partenariats féministes décolonisés, permettant un impact externe plus important. Nous partagerons nos expériences et les enseignements tirés de notre travail avec les systèmes opérationnels actuels, analyserons les implications des systèmes actuels par rapport à la nouvelle organisation d'OiA et partagerons des recommandations avec la confédération Oxfam.

Personnel d'Oxfam

Oxfam s'engage à prendre soin de son personnel et à défendre une culture antiraciste, décoloniale et féministe pour respecter et autonomiser le personnel, promouvoir le leadership féministe et optimiser l'impact commun. OiA suivra avec la plus grande vigilance l'engagement de l'organisation à réformer ses méthodes de travail en transférant le pouvoir vers les pays du Sud, en décolonisant ses processus RH et en promouvant le leadership du Sud. OiA s'engage à avoir des conversations honnêtes avec le personnel au sujet de l'engagement de l'organisation et à partager ses retours avec la confédération Oxfam. Compte tenu de l'ambition plus grande définie dans la stratégie, OiA envisagera de mener un audit des compétences pour s'assurer de l'alignement sur cette ambition, en particulier sur les questions transversales, afin de lui permettre de jouer le rôle de leadership souhaité.

Collecte de fonds

OiA investira dans les capacités de collecte de fonds et dans des approches permettant d'assurer un financement adéquat et pluriannuel de ses programmes. La palette étendue et la nature multimandat des programmes dans le cadre de cette stratégie exigent un large éventail de sources de financement. Une cartographie des bailleurs sur l'ensemble du continent africain sera réalisée en priorité dès le début de la mise en œuvre. Les initiatives philanthropes qui se multiplient en Afrique sont autant d'opportunités à explorer pour OiA, et certains des efforts en ce sens pourraient devoir être menés par des organisations locales, y compris des affiliés africains. Bien que cela soit conforme aux valeurs d'Oxfam en termes de leadership local, de décolonisation et de principes féministes, la transformation des systèmes et des procédures de financement nécessitera un effort concerté. L'initiative OPP (plateforme de partenariat d'Oxfam) menée actuellement est une excellente opportunité qu'OiA utilisera pour promouvoir la transformation.

Stratégie de campagne

OiA s'est engagée à travailler différemment, en veillant à décoloniser notre approche et à ce que, en tant qu'équipe « Afrique » composée de diverses entités, nous exploitions au mieux nos capacités, nos différentes positions d'avantage et nos relations dans le monde. Nous mettrons tout en œuvre pour que nos actions soient conformes à ces engagements. Nous nous engageons donc à développer une stratégie de campagne globale qui identifie nos engagements au niveau mondial, nos ambitions dans la stratégie d'OiA, nos capacités en tant qu'équipe, nos partenariats et les ressources dont nous avons besoin pour apporter le changement auquel nous aspirons. Nous veillerons à créer une cartographie claire du leadership de campagne en ce qui concerne les diverses activités et cibles. Cela garantira le fonctionnement efficace et efficient de l'équipe Afrique et permettra de parler d'une seule voix sur l'ensemble du continent.



Djelika est agricultrice à Bana (Mali). Avant le début du projet, le terrain qu'elle exploitait était complètement nu et dépourvu de végétation. Le projet « Reverdir l'Afrique » vise à inverser la dégradation des terres en encourageant les petit-es exploitant-es à planter des arbres sur leurs exploitations et à entretenir la végétation existante. *Crédit photo : Diafara Traoré/Oxfam*



9.0

GESTION DES RISQUES



Les contraintes de financement font partie des principaux risques associés à la mise en œuvre de la stratégie d'OiA, car les objectifs ambitieux dans plusieurs piliers nécessitent un soutien financier cohérent. Une forte dépendance aux financements extérieurs pose problème, en particulier si les priorités des bailleurs changent ou si l'accès à des sources de financement diversifiées reste limité. La révision de leurs priorités par les bailleurs pourrait reléguer au second plan des questions telles que la justice de genre ou la justice climatique, en particulier dans des contextes politiques et économiques changeants et face à la montée en puissance des gouvernements de droite dans les pays donateurs traditionnels. En outre, l'instabilité politique et les conflits, notamment dans des régions comme le Sahel, l'Afrique centrale et la Corne de l'Afrique, présentent des risques importants pour la mise en œuvre des programmes. La faiblesse de la gouvernance, la corruption et le rétrécissement de l'espace civique dans plusieurs pays africains pourraient saper davantage encore les efforts de plaidoyer. Enfin, en interne, OiA risque de ne pas parvenir à attirer et fidéliser du personnel compétent pour déployer sa stratégie.

Afin d'atténuer ces risques, OiA suivra la méthodologie décrite dans le document CSA Review Process 2024 (et les éventuels documents subséquents), qui met l'accent sur une approche structurée de l'identification, de l'évaluation et de la gestion des risques. L'approche s'appuie sur un cadre d'autoévaluation du contrôle qui encourage l'évaluation continue de l'exposition au risque et de l'efficacité du contrôle. L'approche d'autoévaluation du contrôle consiste à confier la responsabilité de l'identification et de l'atténuation des risques aux piliers techniques et aux départements de service tels que les opérations, les ressources humaines, les communications et l'efficacité des programmes. Elle met en outre l'accent sur l'intégration de l'autoévaluation du contrôle dans les outils existants, tels que les réunions d'examen de la gestion de la qualité pour les pays, les clusters et les régions, afin de rationaliser les processus, d'assurer une documentation appropriée et d'améliorer la connectivité entre les systèmes de gestion des risques.



Caroline Nyirenda, agente de santé au dispensaire de Chawama, explique à la communauté comment utiliser les sachets de solution de réhydratation orale lors de l'épidémie de choléra à Lusaka (Zambie) le 12 janvier 2024. *Credit photo : Loliwe Phiri/Oxfam*

CONCLUSION

Guidée par le principe *Ubuntu*, la Stratégie d'Oxfam en Afrique 2025–2030 cible les causes profondes des inégalités, avec l'ambition de contribuer à l'émergence d'une Afrique plus équitable.

Notre plan est conçu pour l'action et s'attache à combattre les déséquilibres de pouvoir qui alimentent les injustices. Nous avons conscience du fait que les besoins de l'Afrique sont appelés à évoluer au cours des six prochaines années. Pour nous assurer qu'elle demeure pertinente et percutante, nous devons adapter notre stratégie sans jamais perdre de vue les résultats souhaités. Nous collaborerons étroitement avec les communautés locales, en affinant notre approche et en la rendant robuste et plus efficace.

Nous renouvelons notre engagement à contribuer activement à une Afrique sans inégalités. Nous visons à soutenir les efforts dans les domaines de la justice de genre, de l'action climatique, de l'action humanitaire, de la gouvernance responsable et inclusive ainsi que de la justice économique. Nous donnerons la priorité à la transparence, à l'équité et à l'engagement communautaire, tout en relayant la voix des personnes sous-représentées.

Nous avons hâte de voir ce que l'avenir nous réserve et puisons notre inspiration dans le potentiel de l'Afrique et l'énergie de son peuple. Malgré les défis, nous sommes optimistes quant à la création d'un changement durable et nous nous mettons au service de l'émergence d'un continent où règnent la prospérité et la justice.

Uni-es dans toutes les entités d'OiA, avec l'appui plus large de la confédération, nous embrassons ce défi non seulement comme une série d'objectifs, mais aussi comme une transition vers une Afrique plus équitable. Notre stratégie revêt la forme d'un engagement à transformer le récit sur l'Afrique, nous sommes confiant-es dans le fait que nous disposons des bons outils, des bonnes personnes et des bons alliés pour que les inégalités deviennent un fait du passé.



Asha Vicky est une réfugiée sud-Soudanaise qui vit dans le camp d'Imvepi, dans le nord de l'Ouganda. Vicky, mère célibataire de deux enfants, est une candidate sérieuse au titre de mère la plus forte du monde. Vicky travaille dans les champs dès 6 heures du matin, puis elle va vendre des épices sur le marché. Malgré tout, elle trouve encore l'énergie de jouer avec ses enfants tout en restant motivée pour continuer à développer son activité. *Crédit photo : Hans Bach/Oxfam*

NOTES

- ¹ Oxfam (2022), [L'indice de l'engagement à la réduction des inégalités : document d'information sur l'Afrique](#).
- ² Franz Fanon (1961), Les Damnés de la Terre. Éditions Maspéro
- ³ Statista. <https://www.statista.com/statistics/265759/world-population-by-age-and-region/>
- ⁴ Oxfam (2022), [L'indice de l'engagement à la réduction des inégalités : document d'information sur l'Afrique](#).
- ⁵ Union africaine, Agenda 2063, version populaire, édition de mai 2016.
- ⁶ Oxfam en Afrique tissera une relation forte avec le cluster Afrique du Nord, même si ce dernier fait officiellement partie de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord).
- ⁷ Au moment de la rédaction de cette stratégie, des processus d'affiliation sont en cours pour le Kenya et le Sénégal.
- ⁸ La subsidiarité implique que les décisions soient prises au plus près de leur niveau de mise en œuvre, la hiérarchie n'intervenant que lorsque les problèmes ne peuvent pas être résolus au niveau local.
- ⁹ Statista Research Department (22 mars 2024), [Forecast of the total population of Africa 2020-2050](#).
- ¹⁰ PNUD (2020), [AFRICA'S PROMISE: The UNDP Renewed Strategic Offer In Africa](#).
- ¹¹ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Population Division (2019), [World Population Prospects 2019](#).
- ¹² J. Baier et H. Kristofer (2018), Africa: The Last Frontier for Eradicating Extreme Poverty. Future Development.
- ¹³ UNECA. [Rapport économique sur l'Afrique 2021](#).
- ¹⁴ OIT (2018), [Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture](#). Third Edition.
- ¹⁵ CNUCED. [Economic Development in Africa Report 2022](#).
- ¹⁶ African Development Bank Group (2021), [Raising Africa's Agriculture Activity](#).
- ¹⁷ Ibid.
- ¹⁸ Cornelli et al. (2023), Comment éviter une crise de la dette en Afrique subsaharienne ? FMI.
- ¹⁹ CIVICUS Monitor (2022), People Power Under Attack. <https://civicsmonitor.contentfiles.net/media/documents/GlobalFindings2022.pdf>
- ²⁰ Afrobarometer (19 janvier 2023). Africans want more democracy, but their leaders still aren't listening. <https://www.afrobarometer.org/publication/pp85-africans-want-more-democracy-but-their-leaders-still-arent-listening/>
- ²¹ Union africaine et Organisation internationale pour les migrations (2019), [Rapport sur la migration en Afrique : Remettre en question le récit](#).
- ²² Machnet (2023), [Remittance Trends in Africa](#).
- ²³ <https://www.gsma.com/mobileeconomy/wp-content/uploads/2023/10/20231017-GSMA-Mobile-Economy-Sub-Saharan-Africa-report.pdf> (dernière visite le 13 mars 2024)
- ²⁴ Bureau de la Haute Représentante des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Young People's Potential, the Key to Africa's Sustainable Development. <https://www.un.org/ohrls/news/young-people%E2%80%99s-potential-key-africa%E2%80%99s-sustainable-development> (dernière visite le 13 mars 2024)
- ²⁵ The Economist Intelligence Unit. Measuring the prevalence of online violence against women. <https://onlineviolencewomen.eiu.com/> (dernière visite le 18 mars 2024)
- ²⁶ Indicateurs du développement dans le monde. <https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=world-development-indicators> (dernière visite le 18 mars 2024)
- ²⁷ Ibid.
- ²⁸ Food Security Information Network et Global Network Against Food Crises (2020), [2020 Global Report on Food Crises](#).
- ²⁹ J. M. Powell et C. L. Thyne (2011), Global instances of coups from 1950 to 2010: A new dataset.

<https://www.uky.edu/~clthyn2/powell-thyne-JPR-2011.pdf> (dernière visite le 19 mars 2024)

³⁰ Government Spending Watch. <https://www.governmentspendingwatch.net/> (dernière visite en 2022)

³¹ [Base de données des dépenses militaires du SIPRI](#) (dernière visite en 2022)

³² FAO/AUC/CEA/PAM (2023), [Africa Regional Overview of Food Security and Nutrition](#) – Statistics and Trends 2023.

³³ GPE (2019), [Girls' Rights to Education: African Traditional and Religious Leaders Commit to Changing Mindsets.](#)

³⁴ F. M'Cormack-Hale, J. Patel et N. Ndiaye Diouf (21 novembre 2023), La lutte contre la violence basée sur le genre figure en tête de l'agenda des droits des femmes en Afrique. Dépêche No. 736 d'Afrobarometer. <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2023/11/AD736-PAP4-Lutte-contre-la-violence-basee-sur-le-genre-figure-en-tete-de-lagenda-Afrobarometer-22nov23.pdf> (dernière visite le 27 mars 2024)

³⁵ Introduite par Shahidul Alam, photojournaliste, militant et écrivain bangladais, l'expression « monde majoritaire » attire l'attention sur le déséquilibre entre les nations densément peuplées et économiquement moins développées et la puissante minorité des « pays développés ». Bien que souvent utilisée de manière interchangeable avec l'expression « les pays du Sud », sa valeur réside dans la remise en question du récit centré sur les pays du Nord, ainsi que dans la reconnaissance et la valorisation des atouts uniques du monde majoritaire, en particulier dans les espaces multilatéraux.

³⁶ OïA accordera la priorité à l'engagement avec les huit CER reconnues par l'UA : Union du Maghreb arabe (UMA) (à travers le cluster Afrique du Nord), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Des liens avec d'autres CER seront également tissés en fonction des besoins stratégiques.

³⁷ Union africaine (2023), Summary of the African Leaders Nairobi Declaration on Climate Change and Call to Action. The Africa Climate Summit 4th-6th September 2023 Nairobi, Kenya. https://au.int/sites/default/files/documents/43682-doc-AU_Nairobi_Declaration_Action_1.pdf

³⁸ IASC, The Grand Bargain (Official website). <https://interagencystandingcommittee.org/grand-bargain>

³⁹ Charter4Change. Localisation of Humanitarian Aid. <https://charter4change.org/>

⁴⁰ Pledge for Change. <https://pledgeforchange2030.org/>



OXFAM